

T 2137 - 735 - 10,00 F
3792137010003 07350

hebdo

le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°735 JEUDI 19 JANVIER 1989 10,00 F

ARMES CHIMIQUES

**Pas un homme,
Pas un sou,
Pas une heure,
Pour**



**L'INTERNATIONALE
DE L'APOCALYPSE**

communiqués éditions

• FRESNES-ANTONY

Les permanences du groupe de Fresnes-Antony de la FA se tiennent au local du groupe, au 34, rue J. Moulin, 92160 Antony, tous les samedis de 10 h à 12 h (tél. : 46.68.48.58)

• LYON

Les anarchistes de la région lyonnaise peuvent prendre contact avec la liaison de Lyon en écrivant aux Relations intérieures qui transmettront.

• CHARTRES

Le groupe libertaire Georges-Cochon de Chartres tient une permanence mensuelle le premier mercredi de chaque mois au Cercle des sociétés, 6, rue Noël-Parfait, de 20 h 30 à 22 h.

• LILLE

La « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Brouchoux, a lieu tous les vendredis de 19 h 30 à 21 h sur Radio-Campus (91.4 MHz). Au programme : le 21 janvier, « Labels indépendants ».

• BORDEAUX

Le groupe Emma-Goldman organise une rencontre-débat sur le thème : « situation politique et sociale aujourd'hui : analyses et propositions anarchistes ». Cette rencontre aura lieu à 15 h, le samedi 21 janvier 1989, au local (7, rue du Muguet à Bordeaux).

• LE MANS

Les militants de la FA du Mans vous invitent à les contacter afin de pouvoir recréer une présence militante en écrivant aux Relations intérieures, ou en vous rendant aux permanences de « Sarthe libertaire » (FA-CNT-CLÉA) à la Maison des associations, 4, rue d'Arcole, les deuxièmes mercredis de chaque mois, de 17 h à 19 h, et les quatrièmes samedis, de 15 h à 17 h.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Dans le monde : Editorial, Les gaz sans odeur — PAGE 4, Les luttes : Foyer Bisson, Licenciements à la « Vie Ouvrière », En bref, Infirmières, Coordination des travailleurs sociaux, L'Europe sociale — PAGE 5, Social : Interview d'Eugène Descamps, Humeur — PAGE 6, Société : Procès d'Action directe, Amis lecteurs, Loi Pasqua-Pandraud, Prisons, Antoine Gasnault en procès — PAGE 7, Dans le monde : Allemagne fédérale, Argentine, Paris-Dakar — PAGE 8, Dans le monde : Situation générale en Argentine — PAGE 9, Informations internationales : Le militarisme — PAGE 10, Histoire : La Révolution française et les précurseurs du socialisme — PAGE 11, Expressions : Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Emission, Exposition, Cinéma — PAGE 12, Dans le monde : Japon, Paris-Dakar (suite de la page 7).

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Souscription

L'événement 89 est bientôt de retour, les libertaires se doivent de le saluer à leur manière ! Des militants de la Fédération anarchiste ont décidé de publier au cours de l'année du bicentenaire deux œuvres : « La Grande Révolution », de P Kropotkine, et « Les anarchistes et la Révolution française », (ouvrage collectif, inédit, regroupant les contributions de nombreux militants ou historiens des idées libertaires). Pour que ce soit possible, les efforts de tous sont nécessaires. Prix de souscription pour les deux ouvrages, à paraître en mars-avril et en octobre 1989 : 220 F ; pour le Kropotkine seulement : 110 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Véronique Fau-Vincenti et à envoyer au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Editions du Monde libertaire

Les éditions du Monde libertaire viennent de sortir deux nouveaux titres :
• Camillo Berneri, « Oeuvres choisies » à 120 F ;
• Maurice Joyeux, « Sous les plis du drapeau noir », (le tome II de « Souvenirs d'un anarchiste ») à 120 F.
On peut se procurer ces ouvrages à la librairie du Monde libertaire au 145, rue Amelot, 75011 Paris, ou bien les commander par correspondance (prévoir un supplément de 10,90 F dans ce cas-là).

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Le journal « Contre Vents et Marées » de la région Rhône-Alpes n° 55 de janvier 1989 est paru. Il est disponible au prix de 3 F à Contre Courant, c/o La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE »

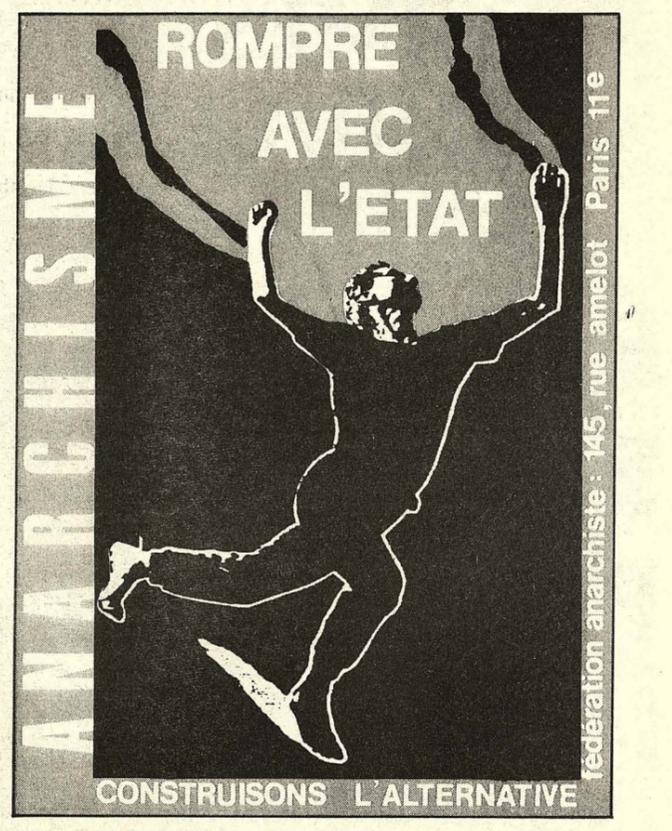
« Alternative libertaire » n° 18, journal du groupe FA d'Angers, est paru (16 pages). On peut se le procurer contre 6,60 F en timbres ou mieux s'abonner : 30 F pour 4 numéros (chèques à l'ordre de ADEIR, 8, rue Buffon, 49000 Angers).

liste des groupes f.a.

- RÉGION PARISIENNE**
• GROUPES
Paris : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 3^e, 4^e, 10^e, 11^e, 12^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Chelles, Coulommiers, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse, Evry (liaison) — Hauts-de-Seine : Asnières, Nanterre, La Défense, Fresnes-Antony — Seine-Saint-Denis : Sevran-Bondy, Saint-Denis — Val-de-Marne : Créteil, Arcueil — Val-d'Oise : Argenteuil, Sarcelles.
- PROVINCE**
• GROUPES
Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Rochefort-Marennes — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Grenoble, Bourgoin-Jallieu — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Thionville, Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Bas-Rhin : Scherwiller — Seine-Maritime : Rouen, Le Havre — Somme : Amiens — Var : Toulon — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers.
- LIAISONS
Hautes-Alpes : Briançon — Alpes-Maritimes : Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : liaison des Ardennes — Aveyron : Saint-Affrique — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Eure : Evreux — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Jura : liaison Jura — Loir-et-Cher : Blois — Loire-Atlantique : Saint-Nazaire — Morbihan : Lorient — Nord : Douai — Puy-de-Dôme : Clermont-Ferrand — Pyrénées-Atlantiques : Pau — Bas-Rhin : liaison Bas-Rhin — Rhône : Lyon — Haute-Saône : liaison Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Haute-Savoie : Annecy — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Solliès-Pont, Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vosges : Saint-Dié, Sénonès.

éditions

AUTOCOLLANTS
Deux autocollants « Anarchie » et « Anarchisme » imprimés en deux couleurs (rouge et noir) sont disponibles aux prix de : 2 F l'unité, 1 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Deux autocollants « Louise Michel » et « Humeurs Noires » sont disponibles (en noir et mauve) aux prix de : 1 F l'unité, 0,80 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Vous pouvez vous les procurer à la librairie du Monde libertaire et auprès du groupe « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (chèque à l'ordre d'ALDIR).



• **AUTOCOLLANT**
Le groupe anarchiste communiste Carlo-Cafiero a édité un autocollant jaune et noir sur la question du logement. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire (commandes possibles) au prix de 0,50 F au-dessus de 10 exemplaires, et de 1 F à l'unité.

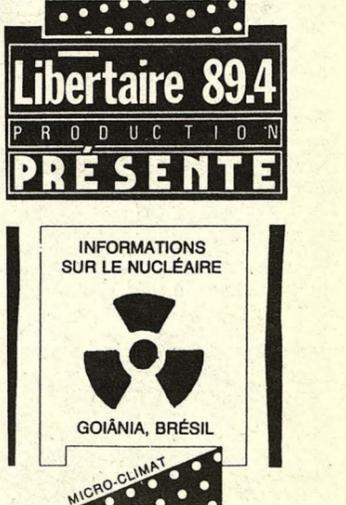
Contre les logements vides
Contre les taudis
Contre le racket des loyers
Organisons-nous
pour le

Droit au logement Gratuit pour tous

Fédération Anarchiste : 145, rue Amelot Paris 11^{ème}

• CASSETTES

Radio-Libertaire vient d'éditionner deux cassettes de l'émission « Micro-climat » : « Information sur le nucléaire : Hiroshima-Nagasaki », avec Roger Belbeoch (physicien), membre du Groupement de scientifiques pour l'information sur le nucléaire (GSIEN) ; « Information sur le nucléaire : la catastrophe de Goiânia », avec des entretiens de Maria-José Walter Pernico, Wanderley Medeiros, Fernando Gabeiro, Iadyr Andrade. Ces cassettes sont réalisées par Perline (physicienne). Chaque cassette est disponible au prix de 60 F plus 10% pour frais de port (40 F avec la carte d'auditeur). Les chèques sont à établir à l'ordre de Publico.



Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'INTERDICTION DES ARMES CHIMIQUES

Pas un homme, pas un sou...

QUATRE années de boue, de sang, de merde, de boucherie ruisselante d'horreurs en tous genres ; huit millions de cadavres déchetés, transpercés, déglingués ; des hordes innombrables de claudiquants, d'épaves branlantes et bredouillantes ; l'infini des croix blanches ; le grouillement des mutilés au regard de noyé ; le tohu-bohu des charniers anonymes... pour la première fois dans l'histoire la guerre de 14-18 faisait entrer la mort dans l'ère somptueuse de l'industrialisation. Terminée en effet l'époque où l'on moissonnait à la faux, où l'on laissait au gibier le temps de se reproduire. Désormais, les abattoirs tournaient jours et nuits, aveugles aux saisons, sourds aux lassitudes et aux écœurements, absurdes de systématiques méthodiques et mécaniques.

Dans le conscient et l'inconscient des populations ce fut un choc, et l'apparition sauvage des clignotants rouges des mutineries et des agitations sociales russes et allemandes incita les gouvernements à se hâter de repeindre l'intolérable aux couleurs pastels du tolérable. Ainsi naquit la SDN et, en 1925, un protocole international marqué au fer rouge de la symbolique de la « grande guerre » et interdisant « l'emploi de tout gaz asphyxiant ou de tout autre gaz, liquide, substances ou matériels analogues ».

Bien évidemment, tout ce tralala médiatique avant la lettre ne résista pas à l'épreuve du temps, et la Deuxième Guerre mondiale se chargea de remettre la pendule des besogneux à l'heure du dérisoire.

Pourtant, pourtant, aucun chef d'orchestre de cette nouvelle symphonie du massacre de masse, pas même Adolf Hitler, n'osa réutiliser les gaz asphyxiants. Le tabou, certes quelque peu égratigné

au Vietnam, au Laos et en Afghanistan dans les décennies qui s'en suivirent, semblait donc s'être inscrit profondément dans la mémoire de nos maîtres.

La bonne conscience des démocraties bourgeoises

Mais c'était sans compter avec les va-nu-pieds et les « guérilleux » archaïques de l'oppression de l'homme par l'homme qui sévissent au « tiers monde ». Et il y a quelques mois de cela, lors du conflit Iran-Irak, l'impensable refit de nouveau surface. Halabja et le génocide des Kurdes iraniens, filmés par les télévisions occidentales, c'en était trop pour la bonne conscience des démocraties bourgeoises qui pourvoient les belligérants en matériels de guerre de toutes sortes.



D'où l'idée germée dans le cerveau opportuniste d'un Mitterrand II toujours à l'affût d'une combine pour assoir son image de marque de « Vieux Sage », et pour insuffler un shoot de « grand dessein » dans les états d'âmes d'un PS blême de consensus, d'organiser à Paris une conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques.

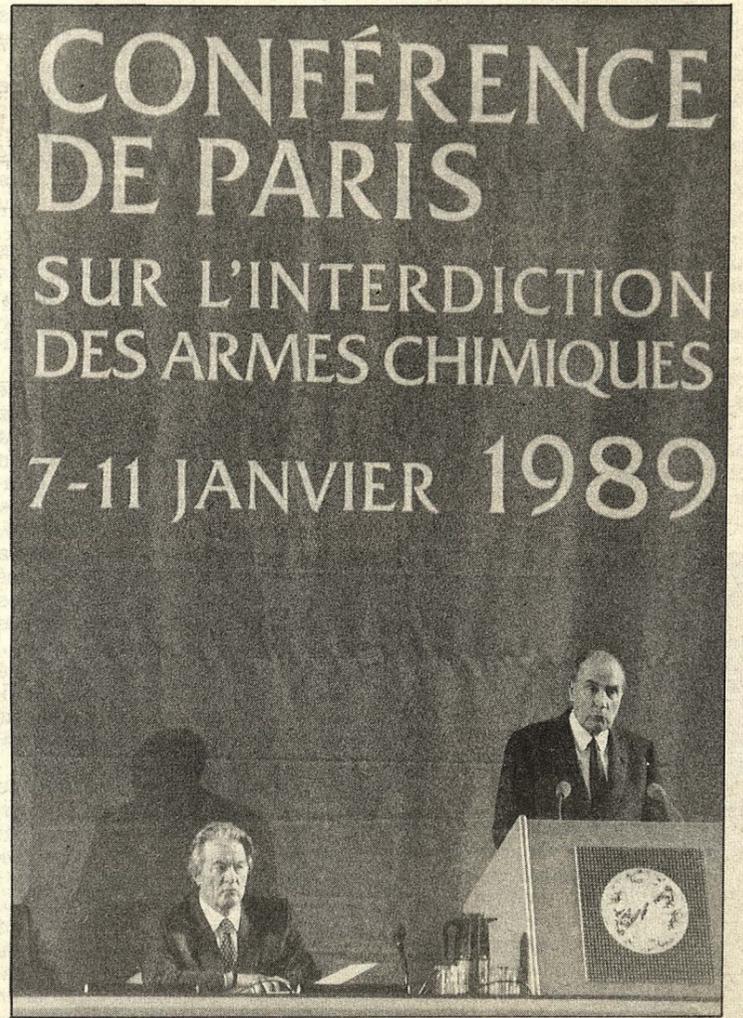
L'objectif, affiché et complaisamment popularisé par l'artillerie lour-

des de médias bourdonnant de « renégats » et de post-modernes, de cette conférence qui s'est tenue à Paris du 7 au 11 janvier 1989, était de compléter un protocole de 1925 qui, s'il interdisait l'utilisation des armes chimiques, n'en interdisait pas la fabrication en espérant que la dynamique serait porteuse de négociations débouchant à terme sur l'instauration de procédures de vérifications, et sur la mise en œuvre de sanctions en cas de violation du protocole.

Au Diable...

La première partie de cet objectif a été atteinte, puisque à l'issue de cette conférence les pays participants ont publié un communiqué commun, où ils réaffirment leur volonté de ne plus fabriquer et de ne plus utiliser les armes chimiques ; la presse, la radio et la télévision se sont empressées de s'en réjouir. Succès sur toute la ligne se sont-ils donc mis à clamer avec les premiers violons des gouvernants. Cent quarante et un pays représentés, dont l'Irak et l'Iran qui avaient pourtant déjà signé le protocole de 1925 ; l'annonce faite par Moscou de détruire unilatéralement ses stocks d'armes chimiques ; la référence explicite dans le communiqué final à un désarmement incluant également le nucléaire... la France socialiste peut s'enorgueillir légitimement d'avoir été l'âme d'un tel triomphe.

Certes, il y a bien quelques petites ombres au tableau. Difficile en effet de ne pas s'irriter des chamailleries entre Kadhafi et l'Oncle Sam ou du coup de pouce germanique au même colonel lybien dans ses efforts pour se doter de l'arme chimique. Difficile également de prendre pour argent comptant les signatures de l'Irak, de l'Iran et de combien d'autres encore qui, à l'évidence, peuvent signer tous les protocoles du monde et agir sans en tenir compte le moins du monde. Difficile enfin de croire que le désarmement généralisé est maintenant à l'ordre du jour. Mais enfin, enfin... pas grand chose, c'est toujours mieux que rien. Et puis la pression de l'opinion publique internationale, et puis le baume de la perestroïka s'étalait peu à peu sur les relations internationales... et puis... Tout cela, et la pression conjuguée des deux super-grands en plein flirt dans le jardin de la détente sur les pauvres et les gagnepetit de la destruction de masse, n'incite-t-il pas à un minimum d'optimisme. Alors, au Diable l'évidence que le désarmement généralisé est un processus « naturel » complexe et long ; au Diable le fait que les victimes kurdes des « derniers » gazages, niées dans



leur volonté d'exister comme nation souveraine de 25 millions d'habitants, n'aient pas pu participer à cette conférence ; au Diable le fait que le gouvernement socialiste français ait refusé aux dirigeants des organisations kurdes iraniennes des visas pour venir assister à cette conférence ; au Diable... au Diable... au Diable... et ne retenons que le bon côté des choses. Ben tiens !

Pour notre part, et cela n'étonnera que ceux qui s'étonneront toujours de tout pour ne s'être jamais étonnés d'eux-mêmes, nous ne sommes une fois encore pas décidés à cautionner en quoi que ce soit une entreprise de mystification qui fait de l'illusion du changement la source à venir de tous les changements d'illusions et de toutes les désillusions.

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet l'utilisation de l'arme chimique ou nucléaire, comme le caractère massif, scientifique et meurtrier des guerres mondiales ou des conflits pudiquement baptisés « régionaux » ne se résumait nullement à une quelconque bavure ou autre débordement irrationnel. Ils s'inscrivent

également et surtout dans une logique, qui est celle de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme que le capitalisme privé et d'Etat porte en lui. Il s'inscrit également et surtout dans une logique qui est celle de la division sociale et de l'Etat. Et de ce point de vue, de même que nous ne croyons pas un seul instant que l'Eglise puisse devenir autre chose que ce qu'elle sera toujours, que l'armée puisse devenir antimilitariste ou que la dictature du prolétariat puisse engendrer une société sans classes et sans Etat... nous ne croyons pas que le capitalisme puisse déboucher sur un désarmement authentique.

Un désarmement authentique

Un jour peut-être, à l'issue d'un processus révolutionnaire dont nous n'ignorons pas qu'il sera long et difficile à mettre en œuvre, le désarmement verra-t-il le jour à la seule échelle qui lui permette d'être crédible et durable, c'est-à-dire à l'échelle mondiale. Mais ce jour, où l'on aura arraché les racines de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, où l'on aura créé les conditions d'une non résurgence de l'Etat et où la liberté et l'égalité auront réussi à percer le grand manteau blanc de l'hiver de la folie des hommes et à fleurir les steppes infinies de la vie, n'est pas encore pour demain.

Aussi, en attendant, il ne sert à rien de se bercer d'illusions ou d'écouter, béat, les concerts des caseroles gouvernementales. Mieux vaut se donner les moyens d'un désarmement coulé dans l'or pur de la révolution, et s'attacher à ce que désormais les exploités et les opprimés fassent entendre leurs voix et leurs actes.

Pas un homme, pas un sou, pas une heure de travail pour l'internationale de l'apocalypse... ça c'est un objectif sérieux, crédible, réaliste, qui comme par hasard ne figure pas dans le communiqué final de cette conférence. Etonnant non ?

J. M. RAYNAUD

Editorial

Il n'était pas pensable pour les observateurs politiques toujours finauds, que l'arrivée de la gauche au pouvoir, il y a maintenant près de huit ans, pouvait être de nature à doper les milieux financiers. On pensait les socialistes curés, ce sont des jésuites.

Jamais la Bourse ne s'était aussi bien portée, n'était le krach d'octobre 1987 maintenant rélégué dans les poubelles pestilentielles du capitalisme. On assiste maintenant à l'émergence d'un néo-libéralisme aux dents blanches et bien affûtées, qui, en apparence, n'a plus grand-chose de commun avec nos bonnes vieilles caricatures : patron en frac, haut-de-forme et cigare monstrueux. Le bourgeois porte baskets, est sauvagement décoiffé, frais et dynamique, mais l'espèce est bien restée la même. S'ils n'ont plus la même allure que les mystiques « grandes familles » de Wendel, Krupp ou Schneider, symbôtes de l'esclavagisme tarifé, la mentalité n'a pas évolué d'un iota. Pourquoi se gêner quand ça marche ?

A preuve, la récente affaire du délit d'initié dont on n'a pas fini d'entendre parler jusqu'à la prochaine, qui viendra étouffer la précédente, etc., etc. Les plus-values réalisées par les charognards sont de l'ordre de cinq à six cents millions de francs pour ce qui concerne la Société Générale. Chiche ! On partage ! Pour Péchinéy, l'affaire se corse avec les relations politiques des suspects. Il n'est question que de quarante et un millions de francs, dont près de la moitié dans les poches des potes à Tonton. Il a d'ailleurs dit qu'il ne pardonnerait pas l'affairisme. C'est beau la solitude ! Enfin, ce sera le Parti socialiste qui aura sans doute les plus belles affiches pour la prochaine campagne des élections municipales. Joli coup également... Mettons le Revenu minimum d'insertion à 2 000 francs, voilà 320 500 RMI pour ceux qui savent laisser traîner leurs oreilles au bon endroit.

Les mécanismes boursiers s'accordent de mieux en mieux avec l'absence de morale et la passion de la trahison, conditions nécessaires et suffisantes pour les néo-crapules avides de s'enrichir plus vite, plus haut et plus fort. Le temps des privatisations est bien loin, où les porteurs carressés dans le sens du poil, n'avaient pas encore découvert leur vocation de pigeons.

Quant aux chômeurs, aux nouveaux pauvres, ils vont continuer à battre la semelle au guichet de l'embauche. Le désir forcené de trouver du boulot ne fait que pérenniser le système et c'est l'absence de révoltes qui peut inciter les enfoirés mondains au pouvoir, de continuer de ronger comme des cancers sur leur dos. La garantie de la paix sociale est un de leurs meilleurs atouts.



INFIRMIÈRES

Rien n'est réglé

A PRÈS la grande marée blanche de l'automne qui a semé la tempête dans les hôpitaux et les cliniques, la Coordination nationale infirmière se réunissait à nouveau le samedi 14 janvier à la Bourse du travail de Paris, pour débattre de son avenir et des perspectives du mouvement.

Le bilan

Le bilan tiré par le bureau national montrait que les accords Evin n'avaient rien réglé sur l'essentiel : on attend toujours leur application au secteur privé, ils entérinent l'avancement au mérite, mais sur-

tout, ils ne contiennent rien sur les effectifs, sur les disparités entre le diplôme d'Etat et le diplôme psy.

La rigueur budgétaire continue de s'appliquer plus que jamais dans les hôpitaux bien que l'Etat se soit mis de l'argent dans les poches en ne payant pas les jours de grève malgré l'existence du service minimum.

Sur la gestion du mouvement, le bureau national reconnaissait ses carences : l'hypercentralisation en région parisienne, l'insuffisance des relations avec les usagers.

Enfin, la répression intervenue au niveau des syndicats-Santé CFDT de la région parisienne et la casse du CRC-CFDT est venue s'ajouter aux difficultés. La fédération Santé CFDT apparaît comme un traître à la lutte des infirmières, ce qui augmente bien sûr la défiance de celles-ci envers les organisations syndicales. Tous les syndicalistes de quelques bords qu'ils soient peuvent aujourd'hui « remercier » la fédération Santé CFDT : elle aura largement contribué à creuser encore un peu plus le fossé qui existe entre les syndicats et les salariés de la Santé.

L'ambiance de l'assemblée générale était donc plutôt à l'incertitude. D'autant plus qu'ont émergé en fin de séance les divisions internes du bureau national : entre ceux qui se renferment sur un corporatisme élitiste, partisans de la cotisation individuelle obligatoire, et les autres, pour l'instant majoritaires, qui veulent garder un minimum d'ouverture, soutenant le slogan initial de la coordination : une infirmière égale une voix d'où qu'elle vienne, qu'elle paye ou pas.

Coordination organisation permanente ou coordination outil de lutte avant tout ?

Perspectives

Tous les militants syndiqués qui sont montés à la tribune ont soutenu l'élargissement aux autres catégories professionnelles de la Santé, condition *sine qua non* pour gagner plus, pour créer un rapport de forces efficace, à cette étape du mouvement. Mais la motion proposant l'élargissement a été très largement repoussée, une fois de plus, par 188 contre, 47 pour et 81 abstentions.

Il faut quand même noter la « montée des psys » grâce au travail de l'Aquitaine notamment, qui ont réussi à faire adopter une plate-forme revendicative incluant leurs problèmes et un appel à la mobilisation le 30 janvier prochain, jour de la réunion au ministère de la Commission des maladies mentales.

Enfin, l'inquiétude face aux menaces qui pèsent sur le diplôme et la possibilité d'un nivellement par le bas des qualifications dans le contexte européen, explique l'adoption des motions suivantes :

8 mars : rencontre à Paris avec toutes les infirmières européennes ;

4 avril : nouvelle journée d'action nationale sous la forme, par exemple, d'états généraux de la Santé ;

25 mai : manifestation « européenne » à Strasbourg.

Y. GUIGNAT

en bref...en bref...

• **« PAVÉ DANS LA MARE ».** Depuis quelques semaines, le « Pavé dans la mare » a ouvert ses portes au 8, rue de l'Ange, 63 000 Clermont-Ferrand. Cette librairie alternative « se veut surtout un lieu de vie, un endroit de discussion et de rencontre ». Prenez contact.

• CONFÉRENCE.

L'Association culturelle libertaire de Grasse organise une conférence dont le thème est : « Le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme ». Elle sera animée par un membre du bureau confédéral de la CNT et abordera, entre autres, les sujets suivants : les échecs et les réussites à travers l'histoire ; l'économie actuelle ; la restructuration et les coordinations ; la désyndicalisation.

• RADIO CAMPUS.

Radio Campus (91.4 MHz) a été cambriolée. Il serait dommage que cet îlot de liberté dans l'océan radiophonique lillois soit réduit au silence. Pour tout soutien : Radio Campus, Université de Lille I, 59651 Villeneuve d'Ascq cedex.

Après la Santé, le social ?

Après la santé, le social ? Pourquoi pas ! Sur la région parisienne, une coordination du secteur social, constituée en novembre dernier et regroupant les travailleurs sociaux de toutes les catégories, fait circuler une pétition. Elle a regroupé, à ce jour, plus de 1 000 signatures et appelle les salariés du secteur à se mobiliser pour leur salaire, une convention unique et un « plan d'urgence pour le secteur social ».

Cette nouvelle coordination est composée de syndiqués CFDT, CGT et de non-syndiqués. Elle a la volonté de rassembler tous les personnels qu'ils soient éducateurs, assistants sociaux ou personnels de services.

Malgré la difficulté d'organiser un secteur professionnel très éclaté, ce « Collectif de mobilisation », comme il se nomme, envisage une journée d'action le 9 février prochain devant les chambres patronales. Pour préparer cette action, une assemblée générale est prévue le samedi 4 février à Paris. Pour prendre contact avec ce collectif un numéro de téléphone : 69.41.13.74. Après la Santé, vive la Sociale !

A. D.

Un service régulier et pratique l'abonnement

SYNDICATS

A la CGT aussi ?

E N ce début d'année, la toile de fond du mouvement social est à la fois mouvante et un peu terne. Les grandes luttes de l'automne s'essoufferaient-elles devant le beau temps « anormal », ou les municipales étouffent-elles vraiment tout essor du syndicalisme offensif ? Il y a bien sûr des replis structurels, des ébauches organisationnelles, mais la dernière grève des métros parisiens a largement montré qu'il y avait un blanc dans le front des grèves.

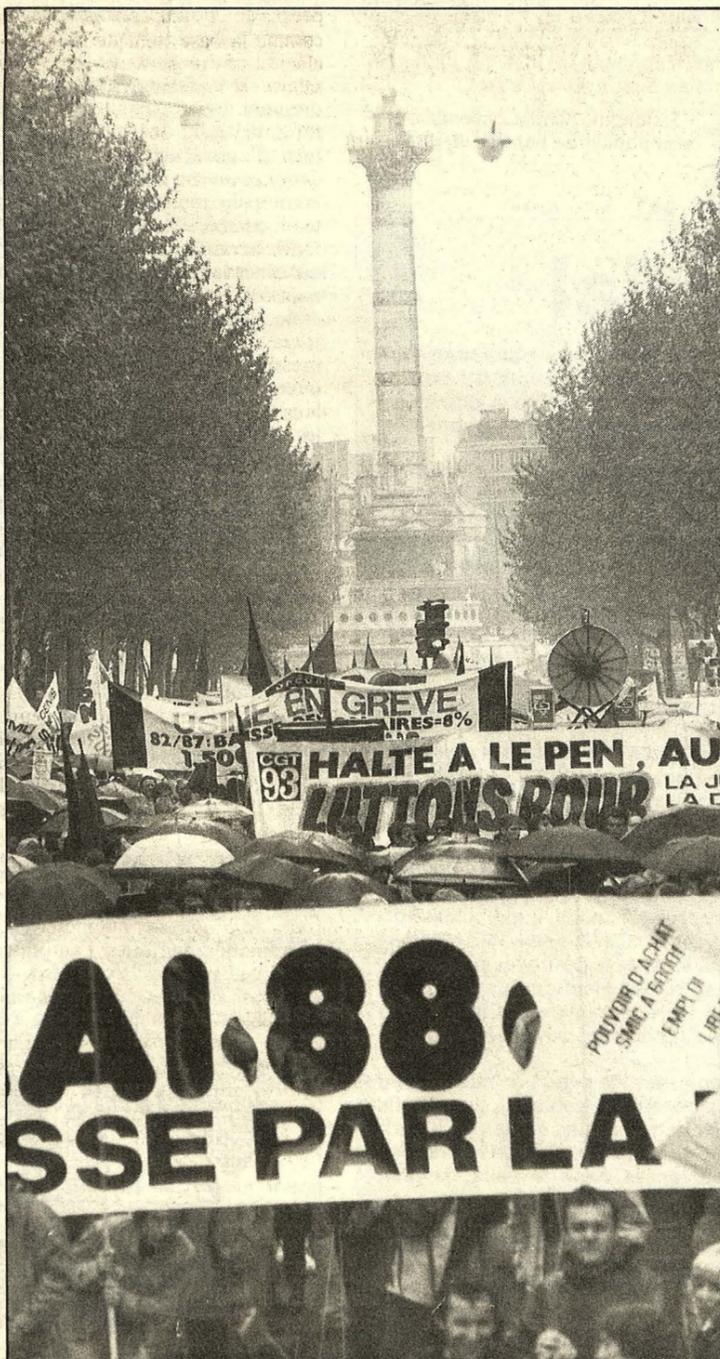
Le ministre du Travail, après ses derniers calculs, a publié les résultats complets des élections aux comités d'entreprises pour l'année 1987. Question chiffres, CGT, FO, CFTC et CGC baissent, la CFDT serait stable. Grosse surprise renouvelée, les non-syndiqués sont en deuxième position après la CGT, ça traduit en fait la montée des structures extra-syndicales, mais *quid* de l'attitude de la centrale de Montreuil ?

Même l'immense capacité de résistance que représente la CGT est amputée par son rôle de marchepied politique, elle représente une force qui s'effrite. Alors qu'elle pourrait « théoriquement » servir de réceptacle aux exclus de la CFDT et d'ailleurs, ses dernières positions vis-à-vis des mouvements revendicatifs laissent percevoir des ambiguïtés. Krasucki se montrait aux manifestations des infirmières, mais son organisation syndicale pouvait-elle, voulait-elle, grossir ses rangs des travailleurs de la Santé, des PTT... dont la CFDT ne « voulait » plus ?

Même en ne lisant pas couramment dans le marc de café, on peut avancer que dans le fameux projet de recomposition syndicale (1) les alchimistes pseudo-syndicalistes ont fait l'impasse sur certains secteurs professionnels. Mais la majorité des structures de la CGT serait-elle prête à accepter dans ses rangs les moutons noirs du square Montholon... Quand on en discute au boulot avec les militants communistes les réponses ne sont pas toujours tranchées. L'éclairage est à chercher ailleurs. La dernière affaire des licenciements de deux militants socialistes à la *Vie Ouvrière* montre les limites de ce qui, après tout, pourrait être une expérience. N'oublions pas l'exclusion, l'année dernière, de la CGT des métaux de 7 militants de la SNECMA-Villaroche.

Même si face à la débacle syndicale générale la CGT tient le coup, force est de constater qu'en son sein la majorité veut bien intégrer du grain à moudre mais pas de militants ! Alors attendre des lendemains meilleurs en relisant les classiques et en rêvassant à l'âge d'or de la CGT ? S'il faut se raccrocher à un souvenir-exemple, prenons celui du dernier 1^{er} Mai à Paris, où, derrière la CGT, divers syndicats de la CFDT, des militants de la CGT, de la CNT et de diverses associations démontrèrent avec un certain succès qu'une « troisième force » pouvait émerger. Pour cela à la base, dans les entreprises développer une dynamique unitaire, mais sans rouler pour le roi de Prusse !

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)



Y a-t-il un pilote ?

J EUUDI 12 janvier, à Bruxelles, patrons et syndicats se sont rencontrés pour préparer l'Europe sociale ! Tous les réformistes ou presque étaient représentés : pour la France, la CFDT et FO ; pour l'Allemagne, le DGB... Toutes les composantes, en fait, de la Confédération européenne des syndicats, la CES. La CGT était donc absente et fière de l'être, puisqu'adhérente à la Fédération syndicale mondiale (FSM) de sensibilité communiste...

Du côté patronal, l'incontournable CNPF et l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (UNICE), pour la dimension communautaire, formaient le gros du bataillon des patrons de choc. Le tout présidé par le réformiste-en-chef Jacques Delors, président de la Commission européenne. A l'ordre du jour de cette rencontre, trois thèmes : l'emploi, la formation, la mobilité de la main-d'œuvre.

Le patronat a ainsi rappelé son opposition à « toute politique sociale commune » et souligné que le dialogue social « ne doit pas nous faire perdre de vue l'objectif d'une Europe sans frontières en 1992 ». Entendez marché unique d'abord, politique sociale après et si nécessaire !

Tout content d'être invités à la même table que les patrons, les syndicats n'ont pas trop trouvé à redire et se sont satisfaits de la proposition de constituer un « groupe de pilotage au niveau politique » ! Ce groupe de « pilotage » (sic) serait composé de responsables de très très haut niveau et serait chargé de « donner une impulsion permanente au dialogue social ».

Tous ont apprécié ; Jean Kaspar, pour la CFDT, a parlé d'une « étape importante » permettant « une visibilité sociale à l'Europe ». Pierre Guillen, vice-président du CNPF, a trouvé ça « formidablement bien ».

On ne sait pas encore si les salariés, les précaires, les chômeurs vont trouver l'Europe des patrons « formidablement bien ». S'ils vont adhérer à ce syndicalisme qui s'émerveille devant un « pilotage politique ». Il est en tout cas certain que technocrates syndicaux et patronaux ont plus le sens de la formule que la notion des réalités, et qu'à force de planer, ils vont prendre du plomb dans l'aile. Ah ! ça c'est sûr !

Alain DÉCOLLABLE

Grève de la faim au foyer Bisson

La Mairie de Paris a décidé d'expulser, au 1^{er} avril prochain, les 139 travailleurs africains du foyer Bisson (Paris XX^e).

Rappelons que ce foyer est occupé depuis la fin 1987 (1) et que ses habitants luttent pour une réhabilitation des logements dans le cadre de la rénovation du vieux Belleville.

Face à la politique du Bureau d'aide sociale et de la Mairie de Paris, Alain Tardif et Florida Sauvage — qui travaillent sur un livre-reportage concernant ces résidents — ont décidé d'entamer une grève de la faim illimitée à partir du 19 janvier au matin.

Pour tout contact ou soutien : Foyer Bisson, 15, rue Bisson, 75020 Paris (tél. : 43.58.56.96).

C. BAUDOT

(1) Cf. « Monde libertaire » n° 685, 689, 690, 691, 693, 694.

HUMEUR

Mitterrand à l'aile gauche du Parti socialiste ?

MITTERRAND doit être lecteur d'une certaine Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes (1), et, pris d'un remord soudain, le voilà cabriolant loin devant l'aile gauche de son mouvement. Etonnant, non ? Des preuves ? « La démarche des socialistes s'explique essentiellement par la volonté de transformer la société afin d'en corriger les injustices, les inégalités et d'en éliminer les privilèges individuels et collectifs. On peut certes discuter de la méthode à suivre (...), mais

quiconque y renonce n'est pas ou n'est plus socialiste. Le problème se pose dans les mêmes termes en 1989 qu'en 1948, 1936 ou 1981 (...). Eh oui, Mitterrand prend sa cour à contre-pied. Plus d'un ministre, même ceux du premier rang, n'a pas dû en croire ses oreilles. Et le parti est tout en émoi. Les réunions de sections mensuelles, où rappellent les militants à l'approche des municipales, vont être animées. Entre deux collages, la base, électrisée par les paroles du Père, risque de prendre au sérieux celui qui fait la

démonstration quotidienne que le ridicule ne tue pas.

L'estocade du matador septuagénaire aura été sa déclaration aux Assises internationales sur les nouvelles solidarités. Plus que la révision, Tonton réclame, voire exige, la liquidation de la loi Pasqua. Il aura fallu plus de 6 mois de procédures d'exception sous un gouvernement de gauche pour qu'on y arrive. On croit rêver : le président tient un discours humaniste et social-démocrate, et voilà qu'il découvre le chemin parcouru par son gouvernement dans le

sens gestionnaire, intégrateur et de ce fait non-réformiste. Ces déclarations ont eu le mérite de rafraîchir la mémoire de Joxe, qui a, carrière bien ordonnée commence par les mots paillason et serpillière, requis de ses préfets de la bienveillance à l'égard des étrangers en situation irrégulière. Moins d'expulsions, plus d'expulsions ? Après six mois d'indignation retenue, la gauche humaniste dira, soulagée : on vous l'avait bien dit, avec Mitterrand c'est moins pire qu'avec la droite, la preuve. Nous autres, éternels insatisfaits, pas rassasiés pour deux sous par les discours et les promesses de bonnes lois qui viendraient aménager de mauvaises procédures, nous ne sommes pas convaincus.

élevé en France. Toute nouvelle élection partielle le prouve. Dans un fief socialiste depuis plus de 20 ans, à Bondy, la députée socialiste V. Neiertz s'est faite sortir : elle a été incapable de mobiliser son électeur. Qui a gagné ces élections législatives partielles ? Le parti communiste. Le gauchissement de Mitterrand est tactique. Comme d'habitude, le vieux roublard sort de sa besace le discours qu'il juge opportun, au moment où il le juge politiquement le plus payant.

Son objectif est double. Ratisser à gauche ceux dont la fibre est encore tiède, et dont les voix iraient renforcer Dieu sait quelle aventure électorale, semble être le but recherché dans un premier temps. Conforter un nouveau

Interview d'Eugène Descamps

Eugène Descamps fut cofondateur et premier secrétaire général de la CFDT entre 1964 et 1971. C'est à ce titre d'« ancien » que l'équipe des *Oeillets Rouges* lui demanda une interview sur les liens qui unissent syndicalisme et révolution, à paraître en février dans le numéro 4 de la revue. Nous n'avons retenu ici qu'une partie de ses propos, ceux qu'il consacre à l'« actualité » de la CFDT : tournant qui assoit le monolithisme de l'organisation et qui met un terme à toute velléité autogestionnaire.

Huges Lenoir et Hélène Hernandez

Si on examine les choix faits par la CFDT en 1970, lors de son congrès : « appropriation collective des principaux moyens de production, planification démocratique, autogestion », leurs caractères révolutionnaires ne font aucun doute. Après une longue marche, la CFDT faisait alors clairement l'option du socialisme autogestionnaire. En se déclarant pour la « propriété sociale » des grands moyens de production, la CFDT rejetait également le pouvoir étatique, source d'une société bureaucratique et... totalitaire. Elle prônait alors : décentralisation du pouvoir économique, participation active, contrôle des travailleurs et des consommateurs aux processus de décisions économiques. Elle s'affirmait nettement anticapitaliste... et anti-autoritaire.

Si on regarde aujourd'hui la situation de cette confédération, on est obligé de constater, honnêtement, que l'on est très loin des perspectives à visée révolutionnaire tracées à l'époque.

En revanche, dans l'esprit et la pratique, certains syndicats CFDT ont conservé cette sensibilité, ces objectifs que nous nous étions fixés dans les congrès de 1970 à 1973 lorsqu'ils réaffirmèrent, par exemple, leur volonté de voir les comités d'entreprises non seulement gérants d'œuvres sociales, mais aussi, mais surtout, en mesure de connaître, de juger la vie de l'entreprise, de contrôler embauches, licenciements, conditions de travail. En clair, un instrument d'action et de prise d'informations pour le contrôle ouvrier.

Au plan des fédérations, je constate, malgré les graves difficultés économiques de ce secteur, la *constance* de la fédération Hacuitex (1) dans ses luttes, ses choix présents et ses perspectives. De même pour certaines unions régionales : Basse-Normandie, Pays de Loire, ... des secteurs professionnels : métaux Paris, Loire Atlantique, ... la résistance au néo-libéralisme est cohérente, radicale. Mais ces organisations ont, en face d'elles, en ce moment, une confédération inscrivant son action dans un certain consensus, dans le cadre d'une

« société apaisée ». Ce n'est pas médire que d'indiquer que la CFDT d'aujourd'hui accepte la primauté du marché, légitime le pouvoir et la fonction patronale, s'inscrit sans critique dans « l'impératif » de la compétitivité.

Lorsqu'on observe la CFDT de 1988, ses options pour un « socialisme démocratique » semblent bien lointaines. D'ailleurs, le récent congrès ne l'a-t-il pas banni du projet confédéral... Tandis que l'on appelait à sanctionner les organisations et les militants de la gauche syndicale !

Lors de son dernier congrès, la CFDT a parlé « d'autogestion », mais ce terme est vidé de son contenu.

En 1972, dans *Syndicalisme Magazine*, il était affirmé nettement : « L'autogestion n'est pas compatible avec la propriété privée des moyens de production et d'échange. C'est ce que la CFDT exprime en liant son projet d'autogestion à la propriété sociale »...

Aujourd'hui, les exigences autogestionnaires se transforment en une « démarche », une « perspective » dans lesquelles « chaque individu, chaque groupe, doit pouvoir maîtriser ses conditions d'existence et les transformations ».

On voit mal en quoi ces formules vagues peuvent être un projet de transformation. Nous sommes vraiment aux antipodes de ce que Edmond Maire et Jacques Julliard (2) écrivaient en 1975 dans l'ouvrage *La CFDT aujourd'hui* publié au Seuil : « Elle (l'action syndicale) est profondément et concrètement révolutionnaire car elle met en cause les principes de base de la société capitaliste ».

En abandonnant l'idée de socialisme autogestionnaire, la CFDT a perdu, non seulement toute perspective, mais plus grave encore, sa substance, ses pratiques, elle n'appelle plus au débat, à la lutte, à la réflexion. Pourtant, face à la crise, à ces crises successives du capitalisme français et international, s'imposerait une analyse rigoureuse des stratégies économiques et financières du patronat, des gouvernements ; s'imposerait aussi de mettre le doigt sur l'incurie du libéralisme économique : les millions de chômeurs, les précaires, les laissés-pour-compte, les besoins insatisfaits, la dégradation des services publics, etc. Mon jugement sévère sur la CFDT est à la mesure des espoirs d'il y a 25 ans, lors de sa fondation.

Il faut réagir face à l'intoxication des médias, à « l'air du temps » ! Avec nos moyens, sensibiliser l'opinion sur les conséquences néfastes des politiques libérales. Agir : l'action quotidienne est essentielle, car nous ne convaincrions de la justesse de nos objectifs (planification, autogestion) qu'à la condition d'être sur le terrain, d'expliquer,

d'entraîner, de réaliser un syndicalisme qui lutte et éduque. Trop souvent, on ne sensibilise plus à une transformation sociale !

La liberté syndicale, la liberté tout court, sont des valeurs premières que je respecte, mais le syndicalisme souffre d'un manque d'unité (3), de sa dispersion. L'unité d'action (et non les concertations au sommet pour des arrangements) oblige les militants, les structures à confronter leurs pratiques, leurs idées, à discuter, à débattre à tous les niveaux des organisations. Ce n'est pas toujours facile, souvent lent et pénible, mais l'action prend une autre ampleur, un autre écho, d'autres perspectives...

Entre syndicats, il faudra réapprendre et imposer si besoin, comme la base vient de le faire, le chemin de l'unité dans l'action. Les salariés y aspirent, les luttes de ces derniers mois dans la Santé, les PTT, les Transports l'ont démontré. Les coordinations, les comités de lutte, ont bousculé bien des schémas. Ils seront porteurs d'avenir si les appareils syndicaux savent, enfin, écouter, admettre leurs limites et voir d'abord les besoins, les aspirations des salariés et le syndicalisme plutôt que leurs « Maisons » respectives.

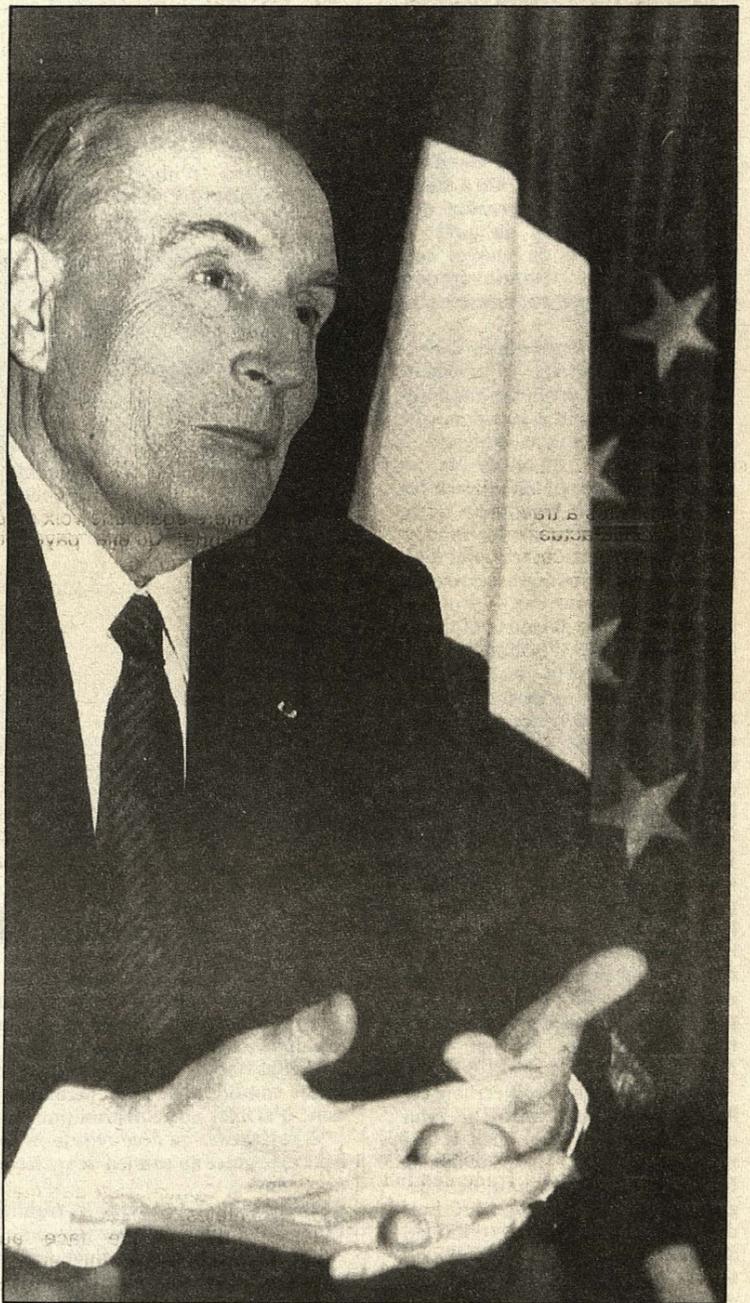
Ces dernières années, nous avons maintenu le feu, nous l'avons entretenu afin qu'il puisse s'embraser à nouveau, ce qui semble avoir été le cas ! Un renouveau du syndicalisme est possible. La condition première c'est son autonomie, son indépendance à l'égard des pouvoirs, partis, religions. Sa liberté dans l'action pleinement acquise, il doit maintenir la visée révolutionnaire de transformation sociale, dépasser le groupe de pression pour être moyen de promotion collective. En ces temps, le chômage, la précarité neutralisent et engendrent la peur... pourtant il n'y a pas de durable salut individuel. Dans la compétition mondiale, seuls un rapport de forces, une résistance collective peuvent éviter l'arbitraire et de larges marginalisations de populations.

Cela appelle un syndicalisme de terrain où les salariés sont responsables, une grande autonomie, la coordination des luttes, l'autodiscipline, de l'établissement à la société multinationale et à l'économie mondiale.

Des hommes et des femmes debout démontrant que les « ressources humaines » peuvent être mobilisées non pour le service du capital, mais pour la justice et l'émancipation.

NOTES

- (1) Habillement, cuir, textile.
- (2) Du SGEN, à l'époque membre du bureau national de la CFDT.
- (3) Eugène Descamps ne parle pas ici d'unité organique.



Cette loi Pasqua, adoptée un sombre jour de septembre 1986, fait partie de ce qu'on peut aisément appeler une juridiction d'exception. Elle autorise le préfet à expulser tout immigré jugé indésirable. Carte de séjour caduque, absence de papiers en règle, arrestation sur le territoire français pour délit mineur, trouble de l'ordre public, voici une liste de raisons pour être expulsé, aujourd'hui, en France, après six mois de gouvernement socialiste.

Pourquoi ces déclarations, ce tapage à deux mois des municipales ? Accuser Mitterrand d'électoralisme paraît malvenu, car le thème choisi n'est pas du genre porteur. Et pourtant ! Les récents sondages d'opinion tendent à prouver que l'influence du Front national est en chute libre. Le taux d'abstention n'a jamais été aussi

groupe de pression en phase de constitution au Parti socialiste, celui des beurs de la seconde génération qui sont plusieurs centaines à avoir rejoint les forces militantes du Parti socialiste, aura été le second effet de ces déclarations.

En cette période de conservatisme idéologique, les déclarations de Mitterrand parachèvent le travail entamé par SOS-Racisme : l'intégration des sans-voix dans la voie dominante, et ce parce que chaque voix compte — dans une urne.

José RAIMON

(1) Thierry Pfister, Ed. Albin Michel, en vente à la librairie du Monde libertaire.

Prison : cacophonie de « plate-formes »

Le 13 septembre 1988, le bruit circulait dans les prisons, qu'un mouvement unitaire de revendications et de protestations était lancé. La première démonstration de cette unité devant être le refus de plateau-repas.

En y regardant de plus près, nul ne savait exactement ce qui était revendiqué, ni la durée de cette action. Tant et si bien que le mouvement fut suivi le midi mais plus le soir, car entre temps des informations parvenaient à nos oreilles attentives : les détenus ayant lancé le mouvement n'avaient, en fait, contacté que leurs copains et ont prétendu — à tort — parler au nom de tous, et ce dans le seul but d'aménager à leur avantage ce que tout libertaire souhaite détruire : la prison.

D'autres détenus avaient pris le train en marche et avaient greffé sur la « plate-forme » — prétendue unitaire — leurs propres revendications et, force est de reconnaître que la plupart de celles-ci sont des demandes visant à améliorer le sort des détenus nantis (Canal +, achat de télévision personnelle, élargissement des cantines, etc.). On a même pu — ô misère — apprendre que certains réclamaient qu'après X années de prison un emploi soit réservé... dans l'administration pénitentiaire ! Malheureusement, je n'invente rien.

Quant aux revendications d'abolition des quartiers d'isolement, elles ne sont pas unanimes car nombre d'isolés le sont à leur demande (un tiers) : ils refusent la vie à 2, 3 ou 4, voire plus par cellule (ne pas confondre isolés et DPS, j'ai vu des copains provoquer la punition par le mitard, pour être seuls en cellule). En outre, certains de ceux qui mettent en avant cette revendication ne visent que — pour eux — l'obtention du statut de détenus politiques (voir les militants d'Action directe).

Le fleurissement de tant de « plate-formes » prouve l'immaturation de « l'union des détenus ». Cette cacophonie fait le jeu de l'administration, et les associations ou particuliers désireux de soutenir les luttes des détenus devront veiller à faire cesser cette diversité de plate-formes, mais aussi à ne pas se laisser tromper par certains prisonniers prétendant parler au nom de tous leurs camarades alors que, portant leurs statuts de DPS ou de — soi-disant — détenus politiques comme des lettres de noblesses, ils professent à l'égard des « simples taulards » — bien souvent — un réel dédain.

Au fait, de quel droit écris-je ces lignes ? Tout simplement de celui que me donnent 10 ans passés derrière les barreaux, les grèves de la faim, les refus de plateau, de regagner les cellules et un fort sentiment d'avoir été cocufié par ceux qui disaient parler en mon nom ou soutenir mes luttes et celles de mes camarades de misère.

Si demain il m'arrive de retourner en prison, je souhaite qu'il n'en soit plus ainsi mais qu'une réelle unité des détenus existe et vise à détruire l'appareil juridico-pénitentiaire, et qu'en aucun cas des prisonniers ou des associations ne me manipulent, ne m'utilisent, à défaut de quoi ils me condamneront à l'action individuelle... donc peu probante quant au résultat...

Nino SAFARI
(détenu fraîchement libéré)

Un service régulier
et pratique
l'abonnement

LOI PASQUA-PANDRAUD Pas de toilettage !

Il aura fallu attendre 9 mois pour que les socialistes se penchent enfin sur la loi Pasqua-Pandraud. Tonton, la rose aux poings, y est allé de sa petite larme et Joxe de ses circulaires. Mais ne nous réjouissons pas trop vite, nous sommes encore loin de l'abrogation pure et simple exigée par bon nombre d'associations et d'organisations. D'ailleurs Pierre Joxe ne veut que « corriger les effets injustes » de cette loi, et non rompre avec l'idéologie sécuritaire et anti-immigrés mise en place par la droite.

Des avancées...

La première circulaire de Joxe, en date du 23 décembre 1988, est de loin la plus intéressante et la plus positive. Désormais, l'irrégularité du séjour d'un étranger demandant son admission ne sera plus en soi un motif d'irrecevabilité. Cela veut dire que tous les dossiers seront examinés par les préfets. Sur cette question, le combat mené par des dizaines d'associations n'aura pas été vain. De même, les jeunes arrivés en France avec leurs parents, en

situation régulière et avant l'âge de 16 ans, qui n'ont pas fait dans les six jours suivants leur seizième anniversaire une demande de carte de séjour temporaire et qui se retrouvent de ce fait en situation irrégulière (donc irrecevabilité), pourront à nouveau demander un titre de séjour.

Des « cadeaux »...

La seconde circulaire du 1^{er} janvier 1989 ouvre une période exceptionnelle de régularisation d'un an (du 1^{er} février 1989 au 1^{er} février 1990) aux conjoints de Français en situation irrégulière et mariés depuis plus d'un an. Cela leur permettra d'obtenir une carte de résident de 10 ans ou une carte de séjour temporaire.

La troisième circulaire, dont on a le projet, concernera les parents étrangers d'enfants français. Ils bénéficieront également d'une période exceptionnelle pour régulariser leur situation.

La quatrième circulaire annoncée s'attaquera aux problèmes des jeunes étrangers aujourd'hui majeurs et arrivés en France en

dehors de la procédure de regroupement familial entre 14 et 18 ans. Ils devraient obtenir un titre de séjour identique à ceux délivrés à leurs parents.

Des oublis...

Entre les avancées réelles et les « cadeaux » qui ne font que repousser à plus tard les problèmes, restent les oublis et les dispositions iniques qui demeurent. Et ils sont en nombre ! Les visas tout d'abord : les conditions financières liées à leur obtention (et qui influent sur la durée du voyage) n'ont pas été soulignées par Joxe ; de même, l'Administration pourra toujours ne pas motiver son refus de les accorder. Le gouvernement Rocard n'a pas encore daigné se pencher sur les conditions du regroupement familial fixées par Georgina Dufoix. La notion, si vague mais si utile, de « trouble de l'ordre public » reste en place. Toujours rien sur la question de la double peine (prison et avis d'expulsion) et le refus de la régularisation de certains demandeurs d'asile, refus intervenant parfois au bout de longues années d'attente. Enfin, la carte de séjour de droit (1) n'a toujours pas été rétablie.

Les dernières dispositions prises par le gouvernement ne font donc que confirmer nos analyses et celles de la plupart des associations antiracistes ou d'aide à l'immigration. Rocky et sa troupe n'entendent pas ruer dans les brancards et abroger l'œuvre des compères sinistres Pasqua-Pandraud. Les circulaires ainsi jetées en pâture relèvent de « considérations humanitaires élémentaires » et non d'une réelle volonté politique de justice et d'égalité. Eh bien soit ! Les maîtres-mots, à Nantes, sont vigilance et persévérance ! Le collectif SEL (2) se retrouvera de nouveau dans les rues le mercredi 25 janvier, à 18 heures, pour réclamer une fois encore l'abrogation pure et simple de la loi Pasqua-Pandraud. En espérant que ce soit la dernière...

PATSY (Gr. de Nantes)

NOTES

Cet article n'aurait pu être réalisé sans l'aide de Pierre et Philippe du GASPROM (Groupe accueil service promotion du travailleur immigré).

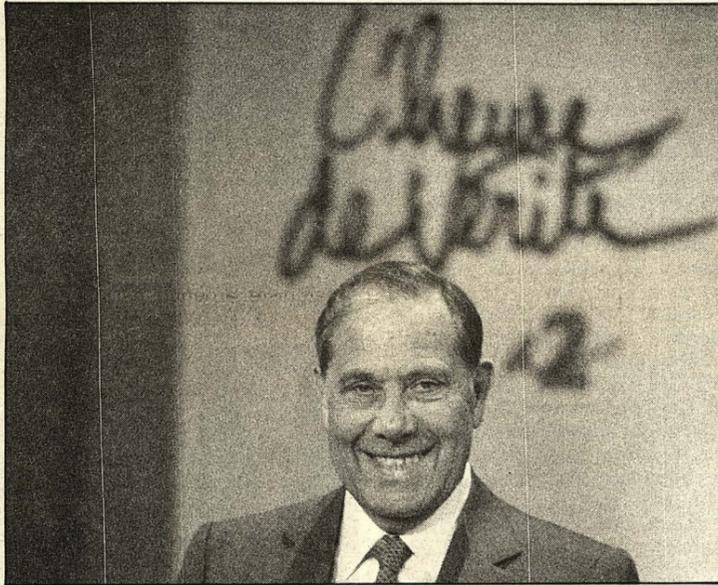
(1) Un enfant arrivé en France avant l'âge de dix ans bénéficiait, avant la loi Pasqua-Pandraud, automatiquement d'une carte de séjour. Ce n'est plus le cas depuis...

(2) Le collectif SEL (Solidarité-Egalité-Liberté) regroupe une trentaine d'associations (GASPROM, LDH, MRAP...) et d'organisations (dont la FA et... le PS !).

Antimilitarisme

Dans le dernier numéro du « Monde libertaire », nous vous informions de l'incarcération d'Antoine Gasnault pour insoumission. Après un mois passé sous les verrous, Antoine vient d'être libéré, le vendredi 13 janvier à 17 h 30, la cour d'appel d'Orléans ayant accepté sa mise en liberté provisoire. En attendant le verdict de la chambre correctionnelle le 18 janvier le combat continue !

Les administrateurs



Amis lecteurs

Comme nous vous le signalions la semaine dernière (cf. *Monde libertaire* n° 734), vous pouvez désormais trouver le *Monde libertaire* dans 2 000 kiosques sur Paris et sa proche banlieue, ce qui signifie un tirage multiplié par trois dans cette région !

Si vous êtes déjà un lecteur fidèle, continuez d'acheter notre journal au même endroit. Cela nous permettra de diminuer le taux d'invendus, et donc d'affiner notre distribution en kiosque.

Si vous venez de découvrir le *Monde libertaire*, sachez que notre journal existe grâce au soutien de ses lecteurs et qu'il y a différents moyens de nous aider :

- la souscription permanente, régulièrement publiée dans le *Monde libertaire* avec la liste des souscripteurs ;
- le prélèvement automatique, qui nous assure également une rentrée régulière d'argent. Il suffit de nous écrire pour recevoir le formulaire bancaire de prélèvement mensuel ou pour le faire cesser ;
- l'abonnement, enfin, qui vous assure un envoi régulier du journal à un tarif préférentiel (cf. page 2).

Voici la liste des prélèvements automatiques du mois de décembre dernier, ainsi que le récapitulatif pour l'année 1988 :

CABANETTES Alain (100 F) ; SANCHEZ Mateo (50 F) ; BADER Alain (50 F) ; ATZORI Patrice (50 F) ; Groupe Berneri (150 F) ; BOUEY Pierre (80 F) ; LAPASSET Bruno (100 F) ; CORNIC Jean-André (10 F) ; ESCOUBET Gérard (50 F) ; FERNANDEZ Luc (50 F) ; GIRAUD-CHAVIGNER (300 F) ; Groupe de Rouen (50 F) ; MILLOT Guy (20 F) ; ETCHEGOREN (100 F) ; MAGLIONA Louis (200 F) ; MAIER Graziella (50 F) ; PEIRAT Yves (50 F) ; PEYRAUT Yves (100 F) ; Groupe Louise-Michel (150 F) ; CORDELET Didier (30 F) ; GERARD François (60 F) ; RETOU Jean-François (100 F) ; ZWINGELSTEIN Eric (50 F) ; Groupe Région toulonnaise (50 F) ; NICAU Lionel (150 F).

Total : 2 050 F moins frais divers : 1 844,58 F

Total pour l'année 1988 : 19 239,82 F

Nous remercions tous les souscripteurs qui au long de l'année 1988 nous ont permis d'assainir, grâce à leur soutien financier, les comptes du *Monde libertaire*. Et nous espérons que votre fidélité à notre combat suscitera des émules !

Le procès d'Action directe

« **D**IFFICILE ambition d'un « procès politique », « Les quatre d'Action directe devant la Cour spéciale », la presse fait ses choux gras autour du procès des quatre desperados. Mais quels sont les enjeux véritables une fois dépassé le sensationnel ?

Le rituel est immuable, Cour spéciale rebaptisée sinistrement « Section spéciale » par les accusés, forte militarisation urbaine autour du Palais de justice, portiques de détection y compris pour les avocats, tout est en place pour que le procès des quatre chefs historiques d'Action directe fasse le moins de vagues possibles — à défaut de faire du bruit — à la proximité des prochaines élections municipales. Les quatre militants ont d'ailleurs fort à craindre de cette proximité-là. Le pouvoir a toujours besoin de montrer, dans ces moments, qu'il ne s'en laisse pas compter avec ses opposants irréductibles. Les peines seront sans nul doute à la mesure de la gravité des faits reprochés. L'attitude jusqu'aboutiste a d'ailleurs contribué à créer sur mesure une juridiction particulière composée de magistrats professionnels. De nombreux militants qui n'ont, ni de près ni de loin, d'affinité militante avec cette élite autoproclamée, ont pu mesurer que le seul délit de « mouvance » était susceptible de provoquer des perquisitions et des garde-à-voir. L'affaire « Black War » est un exemple grotesque de la tentative d'autojustification policière qui, utilisant l'arsenal répressif mis en place à la suite des attentats d'Action directe, n'a pour seul objectif que de mettre ses fichiers à jour.

Autour de cette justice qui étale son savoir-faire, il reste qu'Helyette Besse, libérée le samedi précédent le début du procès, n'a pas tenu quarante-huit heures dehors, sous prétexte qu'elle est interdite de séjour dans de nombreux départements français, dont Paris où elle se trouvait encore le lundi suivant. Quarante-huit heures pour se retourner après cinq ans de taule... la démocratie est une bonne fille. Il reste aussi Frédéric Oriach, militant marxiste-léniniste très hard, qui est toujours en taule pour avoir proclamé que l'assassinat du général Audran ne l'empêchait pas vraiment de dormir. Cela dit, il y en a d'autres que ça n'empêche pas non plus de dormir, parmi lesquels nous nous rangeons malgré les désaccords fondamentaux que nous avons avec Frédéric Oriach !

Tout aussi grave que la répression est l'attitude de certains journalistes, dont celui de France-Inter (le matin) qui a cru devoir assimiler les logorrhées du discours d'Action directe à celui de Bakounine et de la Bande à Bonnot. Ce journaliste a-t-il conscience de son ânerie ? Sinon c'est grave, si oui c'est pire ! Enfin, grâce à *Libération*, les hamsters de Nathalie Ménigon nourris avec le cuir de la serviette de G. Besse, ont été disculpés. Le cuir a servi pour faire un holster... on respire !

Il reste enfin quelques existences gâchées par la fascination de la violence et la vénération de la classe ouvrière qui se soucie comme d'une guigne qu'on parle en son nom avec un P.38. Les discours indigestes masquent mal le profond malaise de quatre militants qui ont cru pouvoir déstabiliser l'Etat par la seule violence armée.

Emile VANHECKE

Dernière minute : verdict sans surprise (!) pour les quatre d'Action directe : prison à perpétuité avec une peine de sûreté de dix-huit ans.

ARGENTINE

Le mouvement libertaire

Le mouvement libertaire en Argentine fut très important pendant la première moitié de ce siècle, et tout spécialement dans les années 1900-1930 : qui n'a pas entendu parler de la plus vieille section de l'AIT, la FORA (Fédération ouvrière régionale argentine) (1) qui revendiquait plus de 100 000 adhérents ? Il y eut aussi les périodes où l'on pouvait choisir dans les kiosques entre trois quotidiens anarchistes différents. Mais la répression, à petite ou à grande échelle (800 morts lors de la « Semana Tragica » en 1919, plus de 2 000 morts lors des grèves insurrectionnelles en Patagonie en 1921), les coups d'Etat militaires successifs (dès 1930, avec le général Uriburu), ainsi que les erreurs capitales commises par nos compagnons ont mis le mouvement libertaire sur la pente descendante.

Mais actuellement, et ce depuis la fin du « Procès » (plusieurs dizaines d'anarchistes « disparurent » pendant cette période noire,

1976-1983), les vieux militants ainsi que de nouvelles générations de compagnons et de sympathisants participent au renouveau et à la renaissance du mouvement libertaire argentin.

Les organisations

Constante argentine, le mouvement libertaire est très divisé, ou plutôt fractionné, avec un manque de coordination, bien que récemment l'idée d'avoir des formes de relations plus stables et plus permanentes fut approuvée. Citons, dans le désordre, les différents groupes :

- la FLA (Fédération libertaire argentine), adhérente à l'IFA, fut fondée en 1935 sous le nom de FACA (Fédération anarchiste communiste argentine) ; en 1954 la FACA devint la FLA. De 1933 à 1970, elle publiait *Accion Libertaria*. Depuis 1985, l'organe de la FLA est le bimensuel *El Libertario* (2). Actuellement, la FLA conserve des groupes à Rosario, Mar del

Plata, et dans la capitale. Buenos-Aires. Dans son local de Buenos-Aires, qui abrite une bibliothèque de 9 000 volumes, se déroulent des conférences publiques et des réunions. La FLA possède aussi une maison d'éditions, l'Editorial Reconstruir ;

- la bibliothèque populaire José-Ingenieros, à Buenos-Aires, rassemble un important groupe de militants. Ils organisent des conférences et font un travail culturel important. La bibliothèque elle-même est ouverte à tout le monde ; elle contient plus de 7 000 volumes et des archives (argentines mais aussi internationales) considérables. On y note une affluente de jeunes qui viennent se documenter sur l'anarchisme. La bibliothèque publie les Editions Tupac ;

- toujours à Buenos-Aires, il existe d'autres groupes libertaires de création plus récente : comme le très actif « Nucleo A » ou encore « Agitacion », qui rassemble des jeunes ;

- l'Union socialiste libertaire a des groupes à La Plata et à Rosario. Dans cette dernière ville, il existe aussi le Grupo Impulso Libertario (qui publie un trimestriel *Ideacion*) actif dans les milieux autogestionnaires et alternatifs ;

- dans de nombreuses autres villes, il existe un ou plusieurs groupes libertaires ; ainsi, le groupe anarchiste de Cordoba vient récemment de fonder une bibliothèque ;

- la FORA n'est plus, aujourd'hui, un syndicat, mais plutôt un groupe de propagande, avec un noyau de militants à Buenos-Aires et quelques liaisons en province.

Divergences

Selon le correspondant de la FLA, il n'y a pas de divergences de fond entre les différents groupes anarchistes. Pour lui, il n'existe pas de différences doctrinales, et la division provient d'interprétations différentes de la réalité quotidienne et des modalités d'action. Une unification serait donc possible.

Pourtant, les différentes organisations ne s'entendent pas toujours très bien. La FORA, pour qui tout le mouvement anarchiste doit passer par le syndicat, est accusée de « sectarisme » ; la FLA serait, selon certains compagnons, « réformiste », son anti-péronisme féroce se transformant en appui pour les radicaux ; ou encore, les militants de la bibliothèque seraient trop « cultureux », dédaignant d'autres formes de militantisme.

Nonobstant, le mouvement anarchiste argentin est en plein renouveau : de nouveaux livres

sont publiés, de nouveaux journaux font leur apparition (malgré la récente disparition de *La Protesta*, qui, autrefois quotidien, n'a pas sorti de numéro depuis mai 1987, et celle de *Accion Libertaria*)



et nos compagnons argentins font face à une croissante demande de réponses idéologiques et politiques de la part des jeunes. Si les jeunes affluent, c'est que le mouvement libertaire a de l'avenir...

J. R. LINEKATZ
(Gr. Flores-Magón)

NOTES

Cet article a été écrit à l'aide d'infos émanant d'un correspondant de la Fédération libertaire argentine (NDLA).

(1) Une brochure sur l'histoire de la FORA est en préparation aux éditions Partage Noir.

(2) Le dernier numéro de *El Libertario* (novembre-décembre 1988) est vente à la librairie du Monde libertaire.

L'OTAN enfouie sous terre

RUPPERTSWEILER est un petit bourg propre en pleine forêt palatine, dans les alentours de Pirmasens, à l'est de Sarrebrück. Mais cette paix et cette netteté, si caractéristiques pour la province germanique, sont trompeuses. Le triangle au-dessous de Francfort est, terre et air, colonisé. Nulle part ailleurs la concentration de l'occupation américaine n'est aussi dense.

« Top secret »

Ainsi, depuis 1985, la population observe avec une inquiétude grandissante un va-et-vient des militaires, l'arrivée d'ingénieurs autrichiens et, petit à petit, l'installation d'un gigantesque chantier, avec

pertsweiler n'étaient pas là, quand les « invités d'honneur », en civil et en uniforme, assistaient à la dernière explosion et fêtaient ensuite l'heureux événement. Le curé militaire, avant la prière, expliqua que cette installation servira à protéger des vies humaines ce qui va dans le sens même du christianisme.

Du sens un peu plus concret de ce bunker gigantesque — baptisé « Tunnel Bärbel », d'après le prénom de la « marraine », une nommée Barbara — personne n'en parla le lendemain. On resta dans des termes vagues tels que : « bâtiments de service », « installations de défense ». Et, pour les militaires US, ça s'appelle simplement : « War Headquarter ».

La souveraineté de l'Allemagne fédérale, quarante ans après sa fondation ? La Bundeswehr, l'armée fédérale, avec ses 495 000 membres, fournit le plus grand contingent de l'OTAN en Europe. Des droits exceptionnels, des privilèges presque illimités sont accordés à l'armée de l'OTAN sur le sol allemand. Aussi les limitations des droits fondamentaux à Berlin démontrent que le pouvoir allemand a toujours les mains liées (seule conséquence involontairement positive à Berlin : les jeunes berlinois sont dispensés du service militaire ! Celui-ci dure quinze mois, mais sera porté à 18 mois à partir du 1^{er} juin 1989). Et il y a surtout l'occupation militaire de régions entières, comme le Hunsrück, le Palatinat, avec installations de fusées, constructions de bases aériennes et vols militaires à basse altitude. Et tant pis pour les dégâts.

L'occupation militaire

Quand, en décembre dernier, un avion militaire US faisant des « vols d'exercice » s'écrasa sur la petite ville de Remscheid — dévastant le centre, laissant derrière morts, blessés et sans-abris — l'ambassadeur américain, Richard Burt, expliqua dans son discours, lors des funérailles du pilote : « Il est mort en défendant son pays et l'alliance ! ».

A Ramstein, quelques mois avant, une parade militaire aérienne avait eu lieu, malgré les protestations massives de la population. Résultat : plus de quarante morts. Mais, avec la bénédiction de Bonn, ce genre de distraction continuera aussi en 1989.

Pourtant, la révolte gronde de plus en plus dans les « territoires occupés » : les militaires totalisent 68 000 heures de vol à basse altitude au-dessus des régions les plus densément peuplées. Et le gouvernement se taît, bien que les accidents se multiplient. Le même gouvernement dédaigne de répondre aux questions de la population, qui veut savoir si des dépôts de gaz toxiques et d'armes nucléaires américaines se trouvent sur le territoire, et où. Le « Tunnel Bärbel », considéré comme un des plus grands projets de construction de l'OTAN, sera définitivement terminé en 1992. A temps pour l'année de la « Communauté européenne » !

DAGMAR



parc de machines et baraquements. Ensuite, jour après jour, le village trembla sous des détonations. « On » creusa un tunnel dans les falaises aux alentours. Bien qu'« on » dédaigne d'informer les premiers concernés : la population, des rumeurs prenaient vite forme. Il s'agissait de la construction du quartier général souterrain de l'OTAN.

Ces rumeurs furent démenties dans un premier temps par le secrétaire de la Défense au Bundestag ; et, un peu plus tard, ces démentis furent démentis par le porte-parole de la quatrième flotte aérienne des alliés (4.AFAF) : en cas de « défense », les deux quartiers généraux de l'OTAN, stationnés à Heidelberg, se retireront à Ruppertsweiler, dans le bunker en construction.

La semaine dernière donc, c'était l'inauguration du monstre souterrain. Là aussi, les habitants de Rup-

Après l'offre de désarmement de Gorbatchev, même certains guerriers endurcis du camp opposé de l'OTAN applaudissaient. Mais cet exemple démontre que, en réalité, ils continuèrent à marcher en avant sous le son de la musique militaire et que leur philosophie est restée la même. Cet exemple démontre aussi que l'Allemagne fédérale reste au centre de leur optique et que, après quarante ans d'occupation US et malgré les préparations en cours à une « Europe indépendante », ils sont loin de vouloir déménager. Il démontre finalement la complicité du gouvernement de Kohl (bien que celui-ci devienne très chatouilleux quand on le traite en « vassal des Américains » !) et du lobby des armes en Allemagne fédérale, qui continuent de gaspiller les milliards des contribuables pour des « Jäger 90 », des « Tornados » et autres jouets meurtriers.

PARIS-DAKAR

Ces nègres qui nous regardent

L'année sportive est, en France, partagée en deux grands moments. Ainsi les chateaux estivaux permettent à la patrie des sans-culottes, solidement arrimée à ses fauteuils, de partir à sa propre découverte derrière les hordes cyclistes du Tour de France. Mais la rigueur de l'hiver se prête mal à ces épanchements narcissiques. La France se morcelle subitement, avec l'arrivée des premiers froids, en millions de foyers distincts d'où s'échappent non la leur rougeâtre du feu de cheminée, mais les reflets bleutés du téléviseur.

Et c'est à cette France perdue sous la neige que l'on décida un jour de montrer du sable.

L'appel à la croisade ne fut pas lancé, cette fois, par Pierre l'Ermite, mais, en ce Noël 1978, par l'homme au cœur si tendre qui reste, à la télévision et à la presse nationale, ce que le loukoum est à la pâtisserie arabe : Thierry Sabine (loukoum, ou littéralement « Rahat-loukoum », signifie : « le repos de la gorge » !).

Ainsi, flatté par des effluves d'un passé glorieux, la France tirait son glaive, trop longtemps négligé, pour retrouver sa mission civilisatrice. Gavés par les multiples réveillons de fin d'année, ils s'ennuyaient. Une formidable croisade mécanisée traçant son sillage dans les étendues sablonneuses allait désormais les maintenir éveillés, tout en rythmant leur digestion en ces premiers jours de 1979.

Au-dessus de ces nouveaux chevaliers, le vent semblait fredonner un air du passé : « C'est nous les Africains... ».

Spectaculaires, les tonneaux spectaculaires, les accidents spectaculaires et enfin, parce que les meilleures choses ont une fin, les abandons spectaculaires.

Rassurons-nous, les premières étapes séparent très vite les premiers des seconds. Ces travaux d'assainissement achevés, le véritable rallye peut commencer.

A la rencontre de l'Afrique « vraie »

Arrive le temps des émotions fortes et des émerveillements affectés. Nos pilotes, abandonnant leurs pots à l'armée de laquais besogneux, découvrent, le soir venu, l'Afrique « vraie », celle des merguez et du Coca-cola. Soulevant leurs casques poussiéreux, ils accordent leurs premières confessions devant le micro : « L'Afrique... marvelous... profondément bouleversé... so crazy » et invariablement « ... l'aventure ! » en affectant la mine épuisée du mâle qui admettrait avoir surestimé sa virilité...

(Lire suite page 12)

ARGENTINE

Chronique d'un pays en crise

TOUT le monde a pris connaissance de la crise militaire qui a secoué l'Argentine début décembre, où quelques garnisons se soulevèrent avec à leur tête le colonel Seineldin, chrétien intégriste, ami de Kadhafi, et qui a de nombreuses relations au Pentagone. Cette rébellion militaire, la troisième depuis l'avènement de la démocratie en décembre 1983, s'apparentait au début à une tentative de coup d'Etat. Mais, plus tard, Seineldin dira qu'il ne demandait que (sic) le changement du chef d'état-major, de plus hauts salaires, plus d'équipements pour les militaires, et surtout la reconnaissance du juste rôle de l'armée pendant la lutte contre la « subversion » (qui fit 30 000 « disparus »). Ce qui passe par une certaine amnistie, même si, avec la « loi d'obéissance due » (1), qu'Alfonsin avait déjà dans ses bagages en 1983, presque tous les tortionnaires furent libérés. Seuls quelques chefs militaires sont actuellement emprisonnés.

Les militaires

La crise s'est vite terminée, mais les militaires loyaux, qui étaient censés réprimer l'infime minorité de rebelles, n'ont pas tiré. Car en fait, ils ont exactement les mêmes revendications que les rebelles. C'est pourquoi le président argentin, Alfonsin, a pu dire qu'il n'y eut ni négociations ni compromis avec les rebelles : tout s'est en effet réglé au sein même de la « famille militaire ».

Et ceci est très grave. Le 20 décembre dernier, Alfonsin convoqua les deux chambres du congrès en séance extraordinaire ; il prononça un discours sur la situation militaire, applaudi par les députés de tous bords, dans lequel il dit que



le « terrorisme d'Etat doit être catégoriquement rejeté », mais où il reconnut le « sacrifice » des forces armées dans le passé. Parallèlement, les revendications des militaires sont satisfaites : remplacement du chef d'état-major, augmentation des salaires du personnel militaire, deux milliards et demi de dollars consacrés à la « modernisation militaire ».

On voit donc dans quelles difficultés s'est embourbé Raul Alfonsin. Car son objectif a toujours été celui-ci : réinsérer l'armée dans l'appareil d'Etat dominé par des civils, pour que les forces armées deviennent, comme en France, le bras armé de l'Etat et donc obéissent à celui-ci (et non le contraire). Et cet objectif n'a pas été atteint : au contraire, on assiste maintenant à une certaine militarisation de l'Etat et à une recrudescence du rôle politique de l'armée. C'est cette faillite que lui reprochent certains secteurs de la bourgeoisie, se rapprochant un peu du péronisme et surtout de l'UCD (droite). Pas étonnant que pour atteindre cet objectif, l'UCD soit prête à accorder aux militaires une amnistie

totale. De toute façon, on comprend mieux pourquoi Alfonsin avait en tête la « loi d'obéissance due », puis celle du « point final », qui a libéré 4 000 militaires coupables de tortures et d'assassinats. Mais, en même temps, il ne pouvait décréter une amnistie totale et se devait d'emprisonner les principaux chefs des juntas militaires, et ceci afin de ne pas mécontenter le peuple en général et la base de son propre parti (le parti radical) en particulier.

Justement, en parlant du peuple, un autre point noir se situe au niveau de l'apathie générale. Heureusement, 40 000 personnes participèrent le 9 décembre à la huitième marche pour la résistance, organisée par les Mères de la Place de Mai. Les Argentins ne se sont guère mobilisés contre les militaires pendant la crise (2). C'est qu'ils sont en train de subir un autre type de crise qui les préoccupe beaucoup plus : la crise économique.

La crise économique

Entre décembre 1983 et décembre 1988, les salaires ont pris un retard sur l'inflation compris entre 58% et 127%. C'est-à-dire qu'en moyenne, le salaire réel a baissé de moitié en cinq ans (seuls les militaires s'en sortent bien, leur solde n'accusant qu'une baisse de 28% !); l'année 1988 s'est finalement terminée avec un taux d'inflation de 390% ; la production et l'investissement sont en baisse (mais qu'on ne s'inquiète pas pour les riches : la bourse de Buenos-Aires a terminé l'année en hausse). La crise est terrible. Elle touche principalement la classe moyenne et la classe ouvrière. Les gens sont obligés de partir à la recherche d'un deuxième ou d'un troisième emploi afin de maintenir leurs revenus. La qualité de vie

baisse constamment. Ainsi, depuis un mois, pour diverses raisons (sécheresse ne permettant pas un fonctionnement de centrales hydro-électriques ; pannes de trois centrales nucléaires et vieillissement des centrales thermiques, faute de moyens financiers suffisants pour les maintenir), l'Argentine connaît des coupures de courant de six heures par jour, ce qui renforce l'agacement des usagers.

La cause générale de tout ceci réside évidemment dans l'organisation même du système économique, mais la cause directe provient du remboursement de la dette extérieure, qui atteint actuellement 56 milliards de dollars. Le paiement du service de la dette empêche toute croissance et on ne voit pas d'issue à la crise. Mais, de toute façon, la politique économique du gouvernement radical, imposée par le FMI, a été un véritable désastre. Ce n'est que très récemment que les choses semblaient s'améliorer.

Panorama politique

Le gouvernement, présidé par Raul Alfonsin, terminera son man-



dat l'année prochaine. Ce sera la première fois depuis 1955 qu'un gouvernement finit sa période constitutionnelle de six ans sans être renversé.

Le parti au pouvoir est le parti radical (Union Civica Radical, UCR) que l'on peut qualifier, si cela a un sens, de centre-gauche (l'UCR a de bonnes relations avec le PS et surtout avec son cousin germain, le MRG). Parti traditionnel, l'UCR capte son électorat dans la classe moyenne. Son candidat à la présidence (3) est l'actuel gouverneur de la province de Cordoba, Eduardo Angeloz, qui fait figure de pâle technocrate face au charismatique Alfonsin. Représentant la droite du parti, il est néanmoins en phase avec la politique de l'actuel gouvernement et se propose de la continuer, tout en assurant une meilleure administration de l'Etat en vue « d'améliorer la qualité de la vie quotidienne ».

Le principal parti d'opposition, le Parti justicialiste (PJ) inspiré par le général Péron, est très nébuleux : bien que se réclamant du centre-gauche, il existe en son sein une extrême gauche (les Montoneros, groupe de guérilla dans les années 70) ainsi qu'une extrême droite paramilitaire fasciste et intégriste (la « Garde de Fer » ou encore les « Commandos d'Organisation »). Parti populiste (4), le PJ capte son électorat dans les milieux pauvres et ouvriers, bien qu'il soit soutenu par une frange d'intellectuels et, tout comme l'UCR, par un secteur de la bourgeoisie. Lors des primaires, Carlos Menem a créé la surprise en battant Cafiero, pré-candidat des péronistes rénovateurs et représentant du péronisme respectable. Actuel gouverneur de la province de La Rioja (qu'il a d'ailleurs conduite à la banqueroute), Menem entretient de bonnes relations avec la mafia locale et avec les deux extrêmes du péronisme. Ami de Stroessner (dictateur du Paraguay), il a aussi reçu l'appui de la CGT, centrale syndicale unique, complètement dirigée par une bureaucratie péroniste. Si le PJ remporte les élections, sa politique ne différera pas radicalement de celle de l'UCR : par exemple, il continuera à payer la dette extérieure. Ceci dit, Menem propose une amnistie totale pour les militaires, et on pourra s'attendre, s'il gagne (ce qui semble le plus probable, les derniers sondages donnant plus de dix points d'avance au candidat péroniste), à une désorganisation totale de la vie économique culminant peut-être avec un nouveau coup d'Etat militaire.

L'UCD (Union du centre démocratique) est la troisième force politique du pays. Parti de droite libérale, l'UCD est le parti des industriels et des professions libérales. Il n'a aucune chance de remporter les élections.

La gauche

Le phénomène marquant de ces derniers mois est l'émergence, comme quatrième force politique, de la Gauche unie (5). La Gauche unie (IU : Izquierda Unida) est en fait l'union de deux composantes : le FRAL (Front ample de libération) qui regroupe le parti communiste et ses satellites, et le MAS (Mouvement vers le socialisme), parti trotskiste membre de la IV^e Internationale (LIT). Le PC argentin est d'essence très stalinienne : il a même collaboré avec les militaires pendant la dictature, avant de faire son autocritique. Adoptant un look moderniste, le PC publie un hebdomadaire, *Que Pasa*, où l'on peut lire, dans son dernier numéro, un éloge de la « Révolution cubaine ».

Plus intéressant par contre est l'importance (relative) des groupes trotskistes en Argentine, phénomène que l'on peut aussi observer au Brésil avec le Parti des travailleurs, et aussi en Bolivie. Bien qu'ayant perdu les primaires « ouvertes » de l'IU contre le FRAL (74 000 voix pour le FRAL contre 66 000 pour le MAS), le MAS bat le PC dans les zones industrielles et semble être plus présent chez les jeunes et les ouvriers. Selon l'hebdomadaire du MAS, *Solidaridad Socialista*, deux ou trois députés trotskistes pourraient faire leur entrée au Congrès. On se demande ce qu'ils y feront : le MAS suivra-t-il l'exemple du Brésil où l'on voit des maires marxistes virer des employés pour permettre une meilleure gestion des municipalités ?

Car, pour l'instant, une chose est claire : bien qu'employant un langage anticapitaliste, Luis Zamora, le chef du MAS, est plus enclin à parler des élections ou de la démocratisation des forces armées que de transformations sociales. D'où l'alliance avec le PC : même si le MAS pensait remporter les primaires au sein de la Gauche unie (finalement, l'appareil du PC et les personnalités non communistes du FRAL ont fait la différence), IU ne constitue finalement qu'une étape du MAS dans la route vers le pouvoir.

D'ailleurs, le principal slogan de IU est « Libération ou dépendance » (vis-à-vis des Etats-Unis) ;

ainsi, c'est « l'indépendance » de l'Argentine (ce qui passe par le non-paiement de la dette extérieure : « Le FMI affame le peuple ») qui est visée. IU réclame aussi l'emprisonnement immédiat de tous les assassins militaires ; de plus, à l'intérieur des syndicats, les trotskistes semblent être la seule force capable de s'opposer à la bureaucratie péroniste, en essayant d'organiser des listes indépendantes lors des élections syndicales.

Mis à part le MAS, il existe d'autres groupes trotskistes, mais bien plus petits, même si le PO (Parti ouvrier) a tenu le mois dernier un « Congrès ouvert de travailleurs » dans un important stade de la capitale. Ceci dit, les trotskistes commencent à connaître des problèmes, dûs à leur propre bureaucratie en pleine croissance et aux inévitables scissions.

Comme autres mouvements de gauche, à part une dizaine de « partis socialistes » très réformistes et peu importants, citons celui des « Mères de la Place de Mai » qui continue son combat pour l'emprisonnement de tous les responsables du « génocide ». Rassemblant autour d'elles les forces de gauche et de nombreux libertaires.

Pour terminer, citons un passage de ce que nous écrivait un correspondant de la Fédération libertaire argentine : « En tant qu'anarchistes, nous sommes convaincus des maux que constituent l'étatisme et l'exploitation capitaliste, et ce à tout instant de la vie politique. Mais, nous devons pourtant faire valoir objectivement les différences



Raul Alfonsin.

entre tel et tel gouvernement et savoir apprécier et reconnaître les conditions de développement et d'évaluation de la liberté, comme condition pour la diffusion de nos idées et la construction d'un avenir différent. »

J. R. LINEKATZ
(Gr. Flores-Magón)

NOTES

(1) Monde libertaire n° 730 du jeudi 15 décembre 1988.

(2) Monde libertaire n° 733 du jeudi 5 janvier 1989.

(3) Des élections présidentielles auront lieu le 14 mai 1989. Le système argentin est proche du système américain, avec un scrutin à un seul tour et des primaires au sein des partis.

(4) A rattacher au phénomène du péronisme.

(5) Le Parti intransigeant, qui jouait le rôle de la gauche social-démocrate, s'est complètement divisé et a disparu de la scène politique en tant que parti.

SÉMINAIRE INTERNATIONAL POUR LA PAIX DANS LE MONDE

Armement et militarisme social

EN observant notre planète, on voit bien qu'un fléau destructeur se développe avec une intensité croissante. La violence globale s'érige comme facteur prédominant de la vie sociale et politique de tous les pays de la Terre. Nous souffrons d'une maladie dont les symptômes sont la pauvreté, la guerre, le déséquilibre économique, le sous-développement, la faim, l'empire de la force et la brutale dégradation écologique de la planète. Les quatre grandes valeurs qui pourraient nous servir d'indicateurs sur la santé morale de l'humanité (la paix, le bien-être économique généralisé, la justice sociale et une balance écologique positive) se trouvent dramatiquement menacées par cette épidémie mortelle : le militarisme.

Le militarisme et le militaire

Il ne faut pas mélanger militarisme et militaire, même si le premier traite du second. Le militarisme est avant tout le prolongement de tout ce qui est proprement militaire, c'est-à-dire tout ce qui concerne les fonctions spécifiques des appareils militaires. Ainsi, nous décrivons le militarisme comme étant la tendance des appareils militaires d'une nation (forces armées, forces paramilitaires, bureaucratiques et services secrets) à assumer un contrôle toujours plus grand sur la vie et le comportement de ses citoyens, soit grâce à des moyens militaires (préparation à la guerre, acquisition d'armements, développement de l'industrie militaire), soit grâce à des valeurs militaires (centralisation de l'autorité, hiérarchisation, discipline et conformisme, combativité et xénophobie) cherchant à dominer, chaque fois un peu plus, la culture, l'éducation, les moyens de communication, la religion, la politique et l'économie nationale, aux dépens de l'instruction civile. Le militarisme se réfère donc à la course aux armements, au rôle croissant de l'« establishment » militaire dans les événements internationaux et intérieurs, à l'utilisation de la force comme instrument de domination et de pouvoir politique, et à l'influence croissante des militaires dans les affaires civiles. De manière plus générique, nous décrivons le militarisme comme étant un modèle général de développement national et international dans lequel les dimen-

intervient sur la santé de l'humanité et sur ses valeurs sous quatre formes distinctes qui sont cependant profondément imbriquées et se manifestent à l'unisson : le réarmement, l'assignation des ressources à des fins militaires, la loi martiale et l'impact sur l'environnement des activités militaires.

Le réarmement est une menace contre la vie et la situation actuelle de surarmement n'est pas faite pour arranger les choses. Selon les données du *World Military and Social Expenditures* de Ruth Leger (1982), l'arsenal nucléaire équivaut à un stock dépassant les seize milliards de tonnes de TNT. Lors de la Seconde Guerre mondiale, où ont péri plusieurs millions de personnes, il n'a « seulement » été utilisé que l'équivalent de trois millions tonnes de TNT (plus de 5 000 fois moins !). L'effort international consacré au contrôle de la prolifération des armes nucléaires est de 30 millions de dollars par an (moitié moins du budget annuel moyen du département de police d'une ville de taille moyenne aux Etats-Unis). Alors que le rendement d'une voiture, concernant le rapport de sa consommation sur son poids, s'est vu multiplié par deux depuis la Seconde Guerre mondiale, le même rapport concernant les armes nucléaires s'est vu, lui, multiplié par 150. Dans les pays industrialisés, une personne travaille en moyenne une semaine et demi par an pour financer ses propres forces armées, alors qu'elle ne travaille que 4 minutes pour soutenir les efforts internationaux de paix. Sur la planète, pour 100 000 habitants, il y a 560 soldats, alors qu'il n'y a que 85 médecins. Les avancées technologiques font qu'il est de plus en plus fallacieux de distinguer les armes nucléaires des armes conventionnelles. Sans parler du fait qu'à peine sortie une arme nouvelle est déjà dépassée, obsolète ; cela amène à remettre à jour l'armement tous les 4 à 7 ans.

L'ennemi !

Un second aspect est la tromperie de « l'ennemi ». Il est nécessaire de se doter d'un ennemi auquel on attribue les pires intentions et une avancée technologique supérieure, de manière à justifier la nécessité de moderniser son propre armement. La réalité est que le système d'armement obéit chaque fois plus à la dynamique interne du même

nalités les plus connues, le professeur Emile Benoit affirmait que, lors de la période 1950-1965, la charge moyenne de la défense (proportion des dépenses militaires sur le PIB) apparaissait être positivement liée au taux de croissance, et cela pour les 44 pays étudiés. Ce professeur et ses compères mettaient en avant les effets favorables des dépenses militaires sur la croissance économique, estimant que cela compensait les effets défavorables. De nombreux travaux ont depuis mis à bas la thèse d'Emile Benoit. En 1981, Saadet Deger montrait, sur un échantillon de 50 pays, que les augmentations des dépenses militaires conduisaient à une réduction de l'investissement, comme pourcentage dans le PIB. Etant donné l'importance de celui-ci pour la croissance, les répercussions des augmentations des charges de la défense sont négatives pour l'économie.

La thèse de Benoit souffrit encore plus avec la publication du rapport Thorson, le 5 octobre 1981, dans lequel, entre autres, il est affirmé qu'un produit militaire a un coût d'investissement, en moyenne, 20 fois supérieur au même produit civil. D'autres travaux, comme ceux de Lance Taylor vinrent achever la thèse de Benoit, avec une étude faite sur 69 pays (effets négatifs sur le taux de croissance, réduction des investissements, l'épargne et la production agricole). Cela est particulièrement grave lorsqu'on sait qu'à la fin de ce siècle les pays en voie de développement concentreront 5 milliards de gens pour une population estimée à 6,4 milliards, et qu'environ 800 millions de personnes se trouveront au seuil limite de pauvreté. D'après le rapport Thorson, entre 1975 et l'an 2000, une proportion supérieure à 2 personnes sur 5 n'aura pas un emploi stable ou sera au chômage.

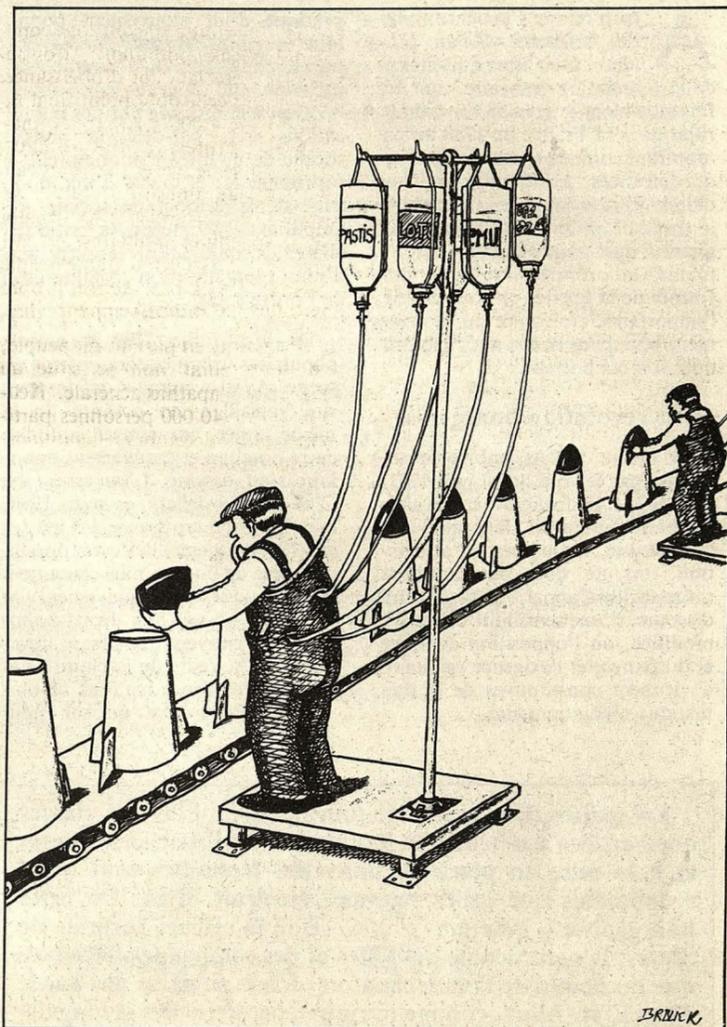
Les conséquences de la croissance des dépenses militaires

Ainsi, la paralysie de la croissance et le déclin de l'emploi sont des conséquences de la croissance des dépenses militaires (liées ainsi à l'existence du sous-développement). Parmi les conséquences de l'expansion des dépenses militaires sur les économies sous-développées, citons :

1. la diminution de la capacité d'importation de biens destinés à la production ou à la consommation civiles ;
2. l'intensification de l'endettement comme conséquence des acquisitions massives d'armes venant de l'extérieur ;
3. la structuration des procédés d'industrialisation et la dotation d'une infrastructure dépendant des nécessités imposées par la production d'armements ;
4. le risque majeur de l'utilisation de la force comme moyen de résolution des conflits nationaux et internationaux.

D'après un rapport écrit par Istvan Kende (*Dynamics of wars, of arms trade and of military expenditure in the third world 1945-1976*), il y a eu 120 conflits armés dans 71 pays, avec l'intervention de 82 forces armées : 5 conflits en Europe, 36 au Moyen-Orient, 35 dans le reste de l'Asie, 21 en Afrique subsaharienne, 23 en Amérique latine.

On a souvent répété que l'armée constitue la colonne vertébrale de l'Etat-nation. La structure même de l'armée est celle d'une institution de domination qui rencontre à son identification à l'Etat, dont elle n'est que le visage le plus brutal. La guerre est le but ultime de l'Etat, c'est la conséquence nécessaire d'un modèle d'articulation sociale qui se présente



comme un tout face à tous. L'Etat intervient comme le monopolisateur de la violence intra-sociale mais se montre, face aux autres Etats — comme individu, c'est-à-dire, comme affirmation et conservation avant tout de lui-même à l'aide de la négation agressive des autres — nullement soumis à une quelconque considération supérieure, si ce n'est à son propre intérêt immédiat (...). L'apparition des armes nucléaires a déplacé les conflits directs vers la périphérie des empires ; et la majorité des grands Etats, qui ne peuvent justifier le litige avec les Etats limitrophes, ont trouvé dans l'ennemi intérieur le grand alibi qui leur permet de maintenir et d'impulser une militarisation croissante. La police est chaque fois plus spécialisée, et ses aspects plus spécifiquement militaires sont mis en avant (groupes d'assaut spéciaux antiterroristes, etc.). La guerre s'intériorise (...). Il ne faut cependant pas oublier que le véritable conflit est représenté par la recherche de la supériorité dans la préparation à la guerre. Les armes s'utilisent contre l'adversaire sous forme de défi économique et stratégique. « On peut dire, avec raison, que la véritable guerre permanente, ininterrompue, c'est la préparation intensive à la guerre dans laquelle rivalisent les peuples, et que les batailles servent, d'une certaine manière, à vérifier publiquement la supériorité acquise durant les intervalles de paix » (William James, 1911).

Aucune réforme efficace en matière de démilitarisation ne peut se faire sans démanteler la structure des Etats-nations. Comme le vit Hegel, le principal rôle de tout Etat est de maintenir ses sujets sous la menace permanente de la guerre. Toute paix est paix dans la guerre, et plus sera présente la guerre dans la paix, l'imprégnant de ses modèles et brusqueries, plus pacifique sera la paix. Violence et terreur représentent les doses de guerre nécessaires à toute organisation étatique pour vivre en paix. Cette violence nécessaire, caractéristique de l'Etat, grandit et se canalise dans la militarisation. Toute perspective antimilitariste doit nécessairement se baser

sur le rejet de l'organisation sociale actuelle : l'Etat.

Aujourd'hui, tout le monde parle de paix, et, oh ! ironie, la préserver constitue la fonction de l'OTAN ou du Pacte de Varsovie. La paix est un concept ambigu. Pour certains, la paix représente l'absence de conflits armés extérieurs (entre Etats), mais ils oublient que les relations impérialistes ou l'exploitation de classe se traduit, pas toujours, par des guerres ; pour d'autres, la paix représente l'absence de violence. Mais dire « sans violence » revient à dire « sans sexe » ou « sans société ». Il y a toujours eu de la violence et il y en aura toujours. Certains aspects de la violence font partie de l'homme et de sa façon d'agir. Les impulsions violentes peuvent être considérées de manière non destructives par le tissu social, sublimées, satisfaites symboliquement, etc., mais non niées... sous peine d'une explosion postérieure plus virulente que celle qu'on essaye d'éviter.

On parle beaucoup des armes nucléaires, mais peu de la hiérarchisation sociale ou de l'obéissance au garde du coin. On critique l'armée, plus particulièrement les armements, mais en oubliant que les forces armées accomplissent un rôle de domination idéologique sur l'ensemble de la population, dans lequel l'armement n'a pas de rôle prédominant. On critique le sous-développement, mais on ne remet pas en cause l'Etat.

D'après Clausewitz, tout Etat est une institution de concorde interne et de rivalité vers l'extérieur. Pour la même raison que toutes les idéologies nationalistes sont agressives et que toutes développent le mythe de la « patrie pure » qui souffre de voisins impitoyables et rapaces (...). Le militarisme n'est pas autre chose que la face d'un Etat qui se montre sans masque.

Délégué de
la Fédération anarchiste ibérique
au Séminaire international
sur la paix
(Séoul, octobre 1988)



sions économiques, politiques et culturelles de la vie sont progressivement dominées par la guerre, les préparations à la guerre et le conditionnement de la vie publique en fonction des priorités militaires, dans le domaine de la stratégie, de la défense armée ou de l'industrie belligérante.

Le militarisme est un problème complexe qui ne revêt jamais la même forme au cours de l'histoire, et dépend du contexte temporel et géographique.

Selon le modèle épidémiologique de Samuel S. Kim, le militarisme

système d'armement (...). Un pays comme l'Espagne destine 12,6% de son PIB aux dépenses de la Défense nationale. (...)

Les tentatives pour démontrer (et cela surtout dans les pays sous-développés) que des forces armées pouvaient apporter une contribution positive à la croissance économique et au développement de l'industrialisation n'ont pas manqué. On a cherché à établir une corrélation positive entre les pourcentages du PNB destinés aux dépenses militaires et le taux de croissance du PNB civil. Ainsi, parmi les person-

Le « socialisme » sous la Révolution française

A trop relever l'anachronisme des références à un prétendu socialisme des acteurs de la Révolution française, tant en faisant valoir le primat du monde rural dans la France de 1789 qu'en montrant comment, dans les cahiers de doléances, à l'attaque antiféodale se joint le souci de sauvegarder le droit de propriété, ou en soulignant à quel point, pour les constituants, la propriété est l'une des formes de la liberté, on sous-estime l'importance croissante du mouvement populaire et des anticipations dont il a été porteur.

Une révolution bourgeoise

De même, si l'Assemblée constituante, par le vote, le 14 juin 1791, de la loi Le Chapelier, fait prévaloir la liberté du travail, favorable à la bourgeoisie, sur la liberté d'association, on ne doit pourtant pas méconnaître l'apparition d'un autre discours, d'une sensibilité collective modifiée, où l'opposition du riche et du pauvre et l'exigence égalitaire deviennent constitutives de la thématique révolutionnaire.

Emportées dans la grande tourmente de 1789, les classes dépossédées assistent à la liquidation de l'Ancien Régime, et à la mise en place de nouvelles féodalités tout aussi redoutables que celles relevant du droit divin. De cette bourgeoisie « devenant tout », selon la célèbre formule de Sieyès, le petit peuple des villes et des campagnes découvre que le chemin de l'émancipation sociale ne passe pas par le Tiers Etat. Alors, comme toujours, les éternelles et languissantes questions ressurgissent. Du droit à l'existence en passant par le droit à la terre et au travail, un certain nombre de réformateurs sociaux vont promouvoir un ensemble de théories égalitaires, pour que les « laissés-pour-compte » de l'histoire retrouvent enfin leur dignité. La première partie du texte que nous publions ci-dessous est extraite du livre *L'état de la France pendant la Révolution, 1789-1793*, paru aux éditions La Découverte. Dans celui-ci, notre ami Jean-Paul Thomas retrace le travail des premiers pionniers du socialisme, ceux qui posèrent le problème de la question sociale.

La rédaction

Certes, le terme de « révolution bourgeoise » n'est pas un lieu commun. Canaliser au profit du nouveau droit bourgeois, la force immense de l'insurrection paysanne, tel fut, on le sait, l'objet de la nuit du 4 Août. La Grande Peur avait effrayé les bourgeois. En offrant de déclarer rachetables les « droits réels » qui pesaient sur la terre, la bourgeoisie sauvait, en le reformulant, le droit de propriété, et imposait à la lutte paysanne contre les prélèvements seigneuriaux l'image de son terme souhaitable, celle d'une France de petits propriétaires émancipés des séquelles du féodalisme. Le même schéma vaut pour les mouvements urbains : dans un pays où le prolétariat industriel de type moderne ne tient qu'une place très limitée, une classe faite de roturiers engagés dans des rapports sociaux capitalistes, mais bien souvent aussi de rentiers ou de propriétaires d'offices de profession libérale, tente de contrôler l'énergie de classes populaires dont le groupe le plus actif est fait de producteurs indépendants, gens de l'échoppe et de la boutique accompagnés de leurs compagnons.

« La liberté n'est qu'un vain fantôme... »

Mais elle n'y parvint pas sans concessions. La conjuration des Egaux, en 1796, en pleine réaction thermidorienne, est un ultime témoignage de l'audace théorique et

pratique d'un mouvement populaire un temps renforcé par ses victoires, conforté par la bourgeoisie jacobine qui jugeait son appui nécessaire et fécondé par des publications qui, par-delà la portée sociale de mesures conjoncturelles, fournirent les éléments d'une doctrine de la démocratie sociale et, amplifiant quelquefois la critique, allèrent jusqu'à définir les principes d'une réorganisation communiste de l'ordre social.

Dès le 14 juillet 1789, les masses populaires urbaines sont entrées en scène. Avec la marche des femmes sur Versailles, en octobre de la même année, un nouvel équilibre entre notables et mouvement populaire s'est dessiné. L'ouverture du Club des Cordeliers, en avril 1790, la politisation croissante des masses en 1791, donnent à la Révolution un caractère de plus en plus clairement démocratique. Le mouvement en faveur de l'accès aux droits politiques des citoyens passifs se développe. A la veille de la chute de la royauté, les proclamations révolutionnaires prennent un ton nou-

tation populaire contre la vie chère. Ils réclament la mort pour les agitateurs et les accapareurs, soulignent que « la liberté n'est qu'un vain fantôme quand une classe d'hommes peut affamer l'autre impunément. L'égalité n'est qu'un vain fantôme quand le riche, par le monopole, exerce le droit de vie et de mort sur son semblable ».

Le « Manifeste des Enragés »

Né le 21 août 1752 à Pranzac (Charente), prêtre, vicaire de Saint-Thomas-de-Couac en 1789 et 1790, Jacques Roux déclara en chaire que le 14 Juillet était le « triomphe des braves Parisiens sur les ennemis du bien public ». Dix jours après son départ, les paysans de Saint-Thomas-de-Couac se soulevèrent contre les droits seigneuriaux rachetables et brûlèrent deux châteaux...

Il gagna Paris. Le 16 janvier 1791, dans l'église Saint-Sulpice, il prêta serment à la Constitution civile du clergé : vicaire constitutionnel de Saint-Nicolas-des-Champs, il habitait la section très pauvre des Gravilliers, tout en fréquentant le Club des Cordeliers. En mai 1792, en chaire, il demanda la peine de mort contre les accapareurs et les fabricants de faux assignats, ainsi que l'interdiction de l'exportation des grains et l'établissement de magasins publics. Commentant la journée du 25 février 1793, où les magasins furent pillés, il jugea « que les épiciers n'ont fait que restituer au peuple ce qu'ils lui faisaient payer beaucoup trop cher depuis longtemps ». Le 25 juin 1793 il vint lire à la Convention un texte qualifié de « Manifeste des Enragés » par l'historien Albert Mathiez. Il y évoquait « le combat à mort que l'égoïste livre à la classe la plus laborieuse de la société ». Il alla jusqu'à écrire que « les productions de la terre, comme les éléments, appartiennent à tous les hommes. Le commerce et le droit de propriété ne sauraient consister à faire mourir de misère et d'inanition ses semblables » (*Le publiciste de la République française*, n° 249, 18 juillet 1793). Attaqué par Robespierre aux Jacobins, radié du Club des Cordeliers, il fut arrêté le 5 septembre 1793 et traité en suspect. Le 10 février 1794, il se suicida pour ne pas comparaître devant le tribunal révolutionnaire.

Jacques Roux présentait que la vie chère conduit à la révolution, et sa lutte contre les accapareurs le portait intuitivement à mettre en question le droit de propriété, mais les aspirations confusément socialistes du Curé rouge ne prirent jamais la forme d'une doctrine cohérente.

L'aspiration égalitaire s'exprime sous des formes autrement élaborées dans les systèmes de Dolivier et de L'Ange — hostiles à la violence des sans-culottes — que Jaurès admira dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*.

Dolivier et la loi agraire

Né à Neschers en octobre 1746, le citoyen Pierre Dolivier, curé de Mauchamps (dans la région d'Etampes), donne en juillet 1793 son *Essai sur la justice primitive pour servir de principe générateur au seul ordre social qui peut assurer à l'homme tous ses droits et tous ses moyens de bonheur*.

L'inégalité des biens le scandalise : « Quoi ! de deux enfants qui viennent au monde, dont l'un est fils de riche propriétaire, et l'autre d'un infortuné manouvrier qui ne possède que ses bras pour subvenir à sa subsistance, le premier naît avec des droits immenses, et le second n'a pas même celui de repo-

N°. 243.

LE PUBLICISTE

DE
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PAR
L'OMBRE DE MARAT L'AMI DU PEUPLE,
DÉPUTÉ A LA CONVENTION,
Auteur de plusieurs ouvrages Patriotiques.

Ut redeat miseris, abeat fortuna superbis.

Du Mardi 16 Juillet 1793.

CONVENTION NATIONALE

PRÉSIDENCE DE JAMBON ST.-ANDRÉ.

*L'ombre de Marat au peuple français.
Trahison du général Kellermann. De la
réformation du code pénal et de la loi du
talion.*

RÉPUBLICAINS, sans-culottes, jacobins, montagnards ; ô vous tous qui aimez la liberté et l'égalité, cessez de verser des

ser nulle part sa chétive existence ! » Dans ces conditions, l'égalité juridique est démentie par l'inégalité de fait, et n'est qu'un leurre. Les déshérités « peuvent acquérir, dira-t-on, ils ne sont exclus de rien. La loi nouvelle a banni toute acception de personnes et a ouvert à tous indistinctement les portes de l'avancement. Voilà donc ce qu'on entend par le mot d'égalité ? Comme on a besoin d'illusion, comme on s'en laisse imposer par des noms ! Ceux qui n'ont rien peuvent acquérir, mais d'abord pourquoi n'ont-ils rien ? ».

Importante question, trop rarement posée, qui dispose à une juste appréciation des effets sociaux de la vente des biens nationaux : « On vient de vendre, et l'on vend encore tous les jours beaucoup de biens nationaux ; qui est-ce qui en a profité ? Ne sont-ce pas les seuls riches, ou les seuls qui se sont emparés des moyens de le devenir ? »

La justice sociale dont rêve Dolivier se fonde sur deux principes : le premier énonce que « la terre est à tous en général et n'est à personne en particulier ». Le second, que « chacun a un droit exclusif au produit de son travail... ». Ainsi, « la terre prise en général, doit être comme le grand communal de la nature, où tous les êtres animés ont primitivement le droit indéfini sur les productions qu'il renferme ». Dans l'ordre social, le droit indéfini doit cesser, « mais en échange chaque individu doit y trouver son droit de partage au grand communal ».

De même que, lorsqu'ils meurent, les hommes rendent leur être à la nature, de même chaque génération n'est que l'usufruitière des terres partagées. La nation seule est véritablement propriétaire des terrains dont les générations ont la propriété viagère. A chaque génération, le domaine commun est également réparti entre tous. En revanche, chacun « ayant sur le produit de son industrie un domaine absolu, il peut le transmettre à sa volonté ou dans l'ordre de succession que la loi établit ». La propriété mobilière est donc transmissible, Dolivier, comme le reconnaît Jaurès, s'imaginant « que l'écart entre les fortunes mobilières serait bien plus faible quand la propriété du sol serait également répartie entre tous ». Dolivier propose, en somme, de détruire les grands corps de ferme et de diviser la terre en autant de petites exploitations rurales qu'il y aura de familles. Cette loi agraire qui n'ose dire son nom excède largement la lutte pour l'égalité telle que les Jacobins l'envisageaient. L'égalité sociale ne se confond plus avec la destruction des aristocraties et des privilèges, elle tend vers l'égalité des biens, et menace le principe même de la propriété en se proposant d'instaurer, au prix d'une expropriation dont il ne fixe pas les modalités, une répartition systématique des propriétés individuelles.

Reste que Dolivier, au contraire de L'Ange, ne se déprend pas de l'image d'une société de petits propriétaires.

(Fin de la première partie).

Cinéma : « Camille Claudel », B. Nuytten

Ce fut l'événement cinématographique de la fin de l'année 1988 : tous les médias en ont parlé : après le livre, le film sur Camille Claudel allait enfin sortir. Le dernier « Adjani » et le premier, en tant que réalisateur, de Bruno Nuytten dont on a pu déjà apprécier les éclairages dans les couleurs grises et bleues des matins parisiens de *Tchao pantin* notamment.

Au-delà du star-système, le film ne peut laisser aucune femme de 1989 indifférente : l'histoire de Camille Claudel, sœur aînée de Paul, écrivain autorisé s'il en fut, c'est en effet celle de la libération sociale d'une femme née entre le XIX^e et le XX^e siècle, mais aussi l'histoire de sa répression, absurde et impitoyable.

Camille commença par affronter sa mère, ses préjugés et sa religion. Puis elle affronta, en tant que sculpteur, Rodin adulé, reconnu, archi-célèbre. Elle l'affronta aussi en tant que femme, en exigeant qu'il choisisse entre celle qu'il fait passer pour sa femme et mère de ses enfants, et elle, Camille Claudel, son inspiratrice mais aussi sa rivale...

Les révoltes et les combats de Camille ont jeté les femmes dans la rue après 1968. Ce sont encore aujourd'hui les nôtres.

Chacune d'entre nous, femme de 1989, se reconnaîtra quand Camille comprend enfin que c'est en dehors de l'atelier de Rodin qu'elle pourra sculpter comme elle en a envie, en toute liberté, en dehors du système de pensée de l'autre, l'homme, celui qui sait forcément, puisque tout le monde le dit...

Exister socialement, être reconnue en tant qu'artiste et être reconnue dans sa vie privée, en tant que femme. Camille voulait tout concilier : art, travail, amour, comme nous voulons, nous aujourd'hui, tout concilier.

On imagine, à nos difficultés actuelles, quel défi cela pouvait représenter pour une femme en 1900... Camille a fini par sombrer. Pour se défendre de l'emprise de Rodin, elle se renferme, sculpte nuit et jour, s'invente des histoires pour se rassurer... et finit par croire que ses histoires sont vraies.

Sa mère se venge en signant son internement à Ville-Evrard. Le plus scandaleux, c'est peut-être cet abandon total : 30 années à l'asile sans visite. L'oubli volontaire. Et Paul Claudel exalte dans de beaux vers théâtraux la charité chrétienne... On nous l'inflige dans tous les manuels de littérature.

Pour revenir au film, il faut rendre hommage, une fois de plus, à sa lumière : il y a très peu de scènes en extérieur. Nous sommes dans les intérieurs des logements du XIX^e siècle, éclairés à la bougie : les ocres, bruns, marrons et noirs font ressortir la pâleur bleutée du marbre. Ces contrastes peuvent évoquer certains premiers tableaux de Cézanne (notamment sa *Nature morte à la bouilloire*), peintre contemporain de Camille Claudel. L'interprétation d'Adjani est excellente. L'actrice a réussi à s'oublier, à ne pas en faire trop. Il n'y a rien à redire. Bref, les copines, allez-y toutes.

Yolaine GUIGNAT

ÉMISSION

Questions...

Radio-Libertaire poursuit sa série d'analyses de la Révolution française. Le vendredi 27 janvier, à partir de 19 heures, « L'invité du vendredi » reçoit Jacques Solé et Dominique Godineau, deux historiens dont le travail renouvelle, pour une part, la pensée de cette révolution.

Yves PEYRAUT

UNE opinion, même informée, a ceci de caractéristique qu'elle n'aime pas être dérangée. Elle préfère la répétition de ses thèses, quitte à verser dans l'ennui, plutôt que la révision de son savoir.

L'historiographie souffre de défauts semblables, surtout lorsqu'elle concerne les restaurations glorieuses et les actes fondateurs. La Révolution française n'échappe donc pas à cette difficulté : les recherches contemporaines n'entraînent-elles pas à des révisions nécessaires, importantes et utiles, de nos commentaires historiques ? On ne peut cependant en saisir le poids et la portée qu'à raison de comprendre que réviser ne signifie pas céder à la réaction.

Déjà le Centenaire de la Révolution permit l'exhumation de nombreux documents inédits, la relance de la recherche, l'affinement des appréciations. Le Bicentenaire, peut-être cependant avec moins de précipitation et de vigueur, apporte lui aussi son lot de réexamens, de précisions, de nuances et de rectifications.

Un héritage sans testament

L'interprétation, la recherche historique, n'est ni close ni achevée. A moins de se transmuter en dogme et de renoncer aux intérêts de la connaissance, elle ne trouve aucune garantie dans ce qui est déjà connu. Elle mérite bien au contraire d'être toujours ressaisie, affinée, par complément de documentation, déplacement de point de vue, relecture des archives, confrontation d'éclairages. Et, en ce sens, notre présent, le futur de l'événement interprété, illumine souvent d'un jour nouveau tel ou tel processus encore laissé dans l'ombre.

De plus, lorsqu'il s'agit d'un événement à forte teneur politique, ainsi en est-il de la Révolution, les mythologies politiques, par ailleurs nécessaires, ne laissent pas d'interférer avec la recherche.

C'est ainsi que longtemps, la Révolution française ne fut conçue et reconnue qu'au travers de la vie parisienne. La province, négligée, ne semblait rien apporter de fécond au mouvement révolutionnaire. De même, la bourgeoisie fut aisément placée au pinacle de la Révolution, au mépris d'alliances de classes fructueuses qui permirent à l'aristocratie de survivre mieux qu'on ne le croit aux péripéties de 1789. De la même façon encore, la Terreur fut moins jugée pour la réalité qu'elle recouvrait que pour les valeurs terrifiantes que l'on prêtait à ce mot.

Des citoyennes tricoteuses

L'exemple de l'historiographie féminine est typique à cet égard. Trop longtemps, ces femmes dont l'histoire n'a pas toujours retenu le nom ont été « oubliées » par les historiens. Et pourtant, tout naturellement, sans héroïsme triomphant, elles sont présentes dès les premières heures de la Révolution. Elles s'engagent dans les discours et les manifestations qui décident du sort de la République.

Blanchisseuses, passementières, ouvrières, chiffonniers et boutiquières, elles se rencontrent très

souvent dès lors que les subsistances viennent à manquer. Mais, elles dissocient rarement cette question des subsistances des préoccupations politiques qu'elles manifestent implacablement. Alors, elles viennent dire, dans les tribunes des assemblées, combien les décisions sont trop timorées, ou conseiller plus de fermeté dans les actions.

Bientôt émergeront des noms plus familiers : Olympe de Gouges écrit une Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne ; Théroigne de Méricourt devient militante ; Louise Keralio une des premières femmes journalistes ; et Pauline Léon, Claire Lacombe, Etta Palm d'Aelders, puis tant d'autres, qui iront jusqu'à fonder un Club des citoyennes républicaines révolutionnaires (mai 1793).

Un tel « oubli » des actions féminines n'est pas sans inquiéter. Non seulement parce qu'il témoigne de plus d'un aveuglement, mais encore parce qu'il masque la conscience qu'avaient les femmes de 1789 de l'abus de l'usage du mot « homme » dans la déclaration des droits. Femmes, elles n'avaient pas obtenu l'existence politique, si elles avaient obtenu l'existence civile et une certaine personnalité juridique. Femmes, elles demeuraient considérées comme éternelles mineures exposées à l'erreur et à la séduction. Femmes, elles s'en défendirent.

L'histoire en marche

Tout ceci nous indique les distances qu'il convient de prendre avec les histoires saintes. Et les historiens ne sauraient se résoudre à être les gardiens du temple. La transmission des mythes n'est pas de leur ressort.

Voilà pourtant qui n'a rien à voir avec la volonté affichée de réactiver les réactions ; affichée par les tenants toujours vivants d'une aversion de la révolution, portée au compte de quelque activité diabolique.

Car, ce qui est en jeu a plus à voir avec des questions de temporalité longue, vues par l'historien, qu'avec des renversements d'interprétation. Une décision prise en 1790 n'est pas effective et efficace en quelques jours, même si elle fut longtemps comprise ainsi par des historiens pressés. Il faut savoir prêter aussi attention aux réticences, à la diversité des régions, des milieux et des cultures, au poids des traditions populaires. Il faut savoir tenir compte des mobilisations implicites et de la diversité des soucis, pour comprendre une marche de l'histoire moins rapide et plus sinueuse que ne le laissent entendre les mythes.

Et l'histoire de l'historien a autant besoin de se mettre en marche, de réviser ses schémas, que l'histoire des acteurs requiert de longue durée.

En somme, les redistributions imposées par les recherches historiques n'effarouchent que la quiétude et le confort d'une absence de pensée. Car, penser la Révolution française c'est se rendre capable, dans l'état actuel de la documentation, de donner sens et portée à des actes qui fomentent notre présent, en acceptant de relire toujours et notre passé et notre présent.

Christian RUBY

Jacques Solé est l'auteur de l'ouvrage : *La Révolution en questions, Ed. Seuil, Coll. Points, 1988. Dominique Godineau, quant à elle, est l'auteur du livre intitulé : Citoyennes tricoteuses, Ed. Alinéa, 1988. Ces deux ouvrages sont en vente à la librairie du Monde libertaire.*

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 19 janvier

« Enlvez-vous » (16 h 30 à 18 h) : avec comme invitée E. Roudinesco pour nous parler de Théroigne de Méricourt.
« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : Louineau, Freestone, Crouzet et Bahvsar nous parleront de « La jeune peinture »

Vendredi 20 janvier

« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : la Ligue des droits de l'homme reçoit B. Wallon et B. Deljarrie, qui parleront de leurs ouvrages : « Histoire de la Ligue » et « La conquête des droits de l'homme ».

Samedi 21 janvier

« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : la crise du syndicalisme aux Etats-Unis.
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : « J. B. Lenoir ».

Dimanche 22 janvier

« La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : les privilèges.
« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : Xavier Seguin (la pub et la BD).
« Liaisons dangereuses » (23 h à 1 h) : Asylum Party, Dead Cance.

Mardi 24 janvier

« Histoires courtes » (15 h à 16 h 30) : revue érotique de Charles Bukowski.
« Honky-Tonk » (22 h 30 à 3 h) : six un.

Mercredi 25 janvier

« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : les femmes et la Révolution.

PEINTURE

François Bhavsar

LE Salon de la jeune peinture n'est plus ce qu'il était, depuis une décennie les événements qui marquent deviennent rares. Mais la notoriété de celui-ci fait que l'on a envie d'y aller pour montrer sa peinture. C'est dans ce cadre que François Bhavsar va montrer une partie de son œuvre. Une peinture figurative mettant en scène des hommes en état de souffrance. Les premières peintures que je vis de lui étaient des cris, une toile plus haute que large, un personnage se trouve dans le tiers inférieur de celle-ci dans une position d'opprimé. Rarement en position de gagnés, les personnages peuvent évoquer tous les maux de l'humanité si on les regarde attentivement. D'autres lectures sont sûrement possibles, mais on regarde une peinture avec son patrimoine culturel, et libre à tout autre spectateur de donner une autre signification. Si la souffrance comme thème, avec un choix de couleurs très vives, nous laissait une peinture expressionniste jusqu'ici, François fait évoluer le contenu de ses œuvres avec plus de mise en scène ; plusieurs personnages s'entremêlent dans des scènes de luttes, dont l'issue est difficile à imaginer. Là encore, la souffrance est présente : *Les pantins*, *Le peintre blessé*, *Combat d'Hommes en Furie*, quelques titres pour vous laisser percevoir ses thèmes.

D'autres corps le passionnent : ceux des animaux par exemple, sur lesquels il a entamé une recherche, en espérant que nous pourrions en voir au Salon de la jeune peinture. L'actualité nous réserve peu de joies et de nombreuses raisons de lutter. La peinture de François Bhavsar est une peinture où le spectateur peut s'imaginer acteur en trouvant une solution pour que le ou les personnages s'en sortent. L'artiste pense aussi, et à la lecture de cette recette qu'il a imaginée lui-même, un regard lucide sur le monde. « Si vous désirez réussir comme peintre contemporain, prenez un motif au goût du jour, mettez-y le zeste d'originalité

nécessaire pour que cela paraisse nouveau, mais point de trop ; rajoutez-y un soupçon d'austérité pour que l'œuvre semble difficile, mais point de trop ; pimentez-y quelques touches de couleurs vives pour faire un peu décoratif, mais point de trop ; saupoudrez-y du sel, faire cuire à point, ne vous inquiétez pas du goût de revendez-y, c'est même un plus, et exposez le tout un bon mois dans un lieu d'exposition judicieusement sélectionné auparavant (préchauffez la presse). Accompagnez, selon vos moyens financiers, avec un criti-



« Le peintre blessé ».

que connu, un écrivain mondain, un vieux génie à la retraite. A défaut prenez une chanteuse (vérifiez qu'elle sache écrire). Si vraiment vous manquez d'argent prenez un ou deux morts prestigieux. Ils ne refuseront pas que vous les citiez afin de parrainer votre travail. Cependant évitez les daltoniens notoires et les hippopotames à rayures ça ferait pas sérieux ». Si vous passez par le Grand Palais, allez voir ces peintures énigmatiques qui vous tendent la main, ou l'espoir. L'espoir qu'un renversement est toujours possible, surtout osons l'espérer devant d'aussi belles peintures.

André ROBERT

Salon de la jeune peinture, du 25 janvier au 12 février 1989, ouvert de 12 h à 19 h, au Grand Palais.

JAPON

Le miroir n'est pas brisé

La mort de l'empereur du Japon, le 7 janvier dernier, vient à point nommé pour la classe dirigeante. Depuis la mi-septembre, Hiro-Hito n'était qu'un sursitaire (cf. *Monde libertaire* n° 720). Atteint d'un cancer (bien que le mot ne fut jamais officiellement prononcé au Japon) et victime d'hémorragies, il fut maintenu en vie au prix d'énormes transfusions sanguines (ce qui lui valut une caricature sous forme de vampire dans un journal anglais). Tout le temps fut donc laissé au gouvernement pour faire de sa mort un moment crucial.

En plein scandale politico-financier

Conjoncturellement, le décès permet d'oublier le plus grand scandale dans lequel est plongée la classe politique japonaise (à l'exception des communistes). Députés ou ministres ont acquis des actions de la société immobilière Cosmos Recruit avant leur cotation en bourse. Ayant ensuite revendu le tout au prix fort, ils se sont obligamment assurés une jolie fortune.

Cette affaire, qui éclata à l'automne, confirme le cynisme du système politico-économique japonais : ce délit d'initié n'est même pas condamné par la loi ! C'est parce que les opérateurs avaient dépassé les bornes admises et qu'au même moment le gouvernement essayait d'imposer un système de TVA au nom de la rigueur que les réactions ont été aussi fortes. Quelques hommes politiques de factions rivales ou jaloux de n'avoir pu toucher une part du pactole ont assurément mis de l'huile sur le feu.

Hasegawa, nommé ministre de la Justice courant décembre, avec pour mission expresse de tout révéler, et choisi parce qu'il se déclarait non impliqué dans l'affaire, dut démissionner trois jours après : lui aussi avait bénéficié des largesses de Cosmos Recruit !

Malgré tout, le Premier ministre, Takeshita, réussit fin décembre à faire adopter en force par la Diète son projet de taxation, très impopulaire. Il ne restait plus que les vacances du jour de l'An (les plus importantes au Japon) et l'événement impérial pour faire définitivement avaler la pilule.

Conjoncturellement encore, le décès de l'empereur arrive à un moment bien commode. Juste rentrés de vacances (qui ne seront donc pas gâchées par les restrictions qu'aurait entraînées une disparition prématurée du monarque), pas encore vraiment remis au travail, les Japonais peuvent goûter aux charmes de la propagande télévisée non-stop sans pour autant connaître ceux du congé inopiné : le 7 était un samedi, déjà un jour de repos pour la plupart. Suivi du dimanche, cela permet de mettre tout le monde en deuil national sans pour autant perdre des jours de travail et arrêter l'économie. Même le temps était de la partie : beau jusque-là sur Tôkyô, il s'est mis à pleuvoir. Il se trouvera aussi quelques augures pour dire bien que le 7, chiffre sacré, fut choisi par des puissances célestes.

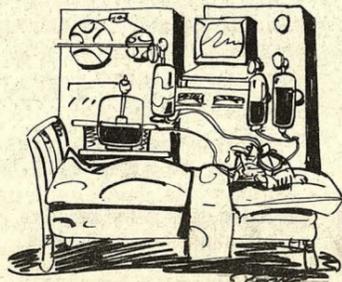
Une nouvelle année, une nouvelle ère

Conjoncturellement toujours, ce décès en début de nouvelle année permet de compenser les formidables dépenses que cause le changement de calendrier. Car le système officiel de datation (dit *gengô*) correspond au règne de l'empereur. Les Japonais n'ont pas fêté 1989 mais Shôwa 64. Il faut donc tout changer, ce qui est considérable. Grâce à la coïncidence, toutes les modifications pour inscrire le nom

de la nouvelle ère (sur les billets de banque, les pièces de monnaie, les billets de train, les papiers à en-tête, les cartes informatisées, les tampons postaux, etc.) seront toutefois valables pour une année quasi entière, ce qui permet de réduire considérablement les coûts.

Pour toutes ces raisons, il n'est pas insensé d'imaginer que Hiro-Hito était en réalité mort depuis longtemps et que l'annonce fatidique fut reportée opportunément. Après tout, le nombre de ceux qui pouvaient voir le malade se réduisait à une poignée, infirmières et médecins compris. Même le Premier ministre en personne fut éconduit lors d'une visite, ce qui fit les gorges chaudes de la presse et posa quelques questions !

Mais les choses vont beaucoup plus loin. La question du calendrier impérial permet de donner une idée sur la nouvelle place qu'occupe structurellement le système impérial, au-delà du matraquage médiatique qui restera somme toute passager (programmes interrompus, émissions spéciales, réécriture subtile de l'histoire, interviews unilatérales, sanglots plus ou moins retenus, émotion de circonstance).



Le rétablissement officiel du vieux système de datation fut adopté par la Diète en 1979, sous la pression du Premier ministre d'alors, Nakasone Yasuhiro. Il s'est révélé un coup de maître. Insidieusement, les Japonais ont vécu de nouveau au rythme de l'empire. Les reportages effectués ces jours-ci par les télévisions montrent les mille et une conséquences quotidiennes de cette dimensions temporelle.

La palme de la propagande fignolée revient sans conteste à la chaîne nationale NHK. Tandis que les chaînes privées nous ressassaient les énièmes inaugurations de chrysanthèmes effectuées par Hiro-Hito, NHK interviewait les maires des plus grandes villes du pays : chacun avait à cœur de souligner que le règne de l'empereur s'était bien terminé, qu'il avait vu la reconstruction puis la prospérité. Tout se passait comme si l'empereur était personnellement responsable de la réussite japonaise ! L'un d'entre eux a même parlé de la « haute croissance de Shôwa », expression inusitée qui accorde bien de l'importance à quelqu'un (Hiro-Hito/Shôwa) qui n'a pas vraiment mis la main à la pâte dans le développement économique. Moyen habile de contrebalancer les premières années guerrières d'une ère (appelée sans rire « brillante paix », traduction de « Shôwa ») qui se terminèrent par Hiroshima et Nagasaki.

Le nom de la nouvelle ère annonce le programme : « Paix accomplie » (Heisei). Au même moment, à l'initiative de la présidence française, la Conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques observait une minute de silence en mémoire de Hiro-Hito, léguant semble-t-il aux oubliettes de l'histoire les produits que les firmes japonaises ont vendus pour la fabrication des dites armes à l'Irak... et à l'Iran.

« Paix accomplie » : puissance économique mondiale parvenue. Au prix d'un gros effort. La crise économique et écologique interne des années 70, les mutations de la géopolitique internationale (émergence de la Chine, apparition d'un axe Pékin-Washington, les tentatives d'un axe Pékin-Tôkyô, la perestroïka et la nouvelle forme d'entente des deux super-puissances) et la restructuration économique des années 80 font que les dirigeants japonais ont plus que jamais besoin de renforcer la cohésion nationale (cf. *Monde libertaire* n° 628). L'outil — ou mieux : l'essence — est là, il suffit de l'utiliser, en fait de le réactiver. C'est l'empereur, le système impérial.

Depuis le début des années 80, l'évolution est sensible de ce côté-là. Finis les (relatifs) bains de foule de l'empereur, le petit grand-père vaguement démocratique, il passe derrière une vitre blindée, on l'éloigne petit à petit de la sphère populaire. On rétablit le *gengô*, on tente de ré-écrire les manuels d'histoire, on officialise la cérémonie des soldats morts pendant la guerre, on ré-anime, on active la fibre nationale, on flatte l'« unicité » du peuple japonais, on brime l'immigration coréenne (affaires des empreintes digitales, cf. *Monde libertaire* n° 605), on oublie l'existence des aborigènes Aïnu (déclarations de Nakasone), on exporte le sumô (sport nationaliste, présidé par l'empereur).

Ce « on » est un collectif diffus, regroupant politiciens et hommes d'affaires, scientifiques et journalistes, hommes de la rue et vedettes de télévision. Il n'a pas besoin de chef d'orchestre clandestin, comme il n'y eut pas besoin d'un criminel de guerre suprême (Hiro-Hito y échappa en 1945). Le système marche presque tout seul, comme si l'empereur et le peuple n'étaient que le miroir l'un de l'autre (miroir qui est justement l'un des trois objets sacrés impériaux).

Dans ces conditions, il n'y a aucun sens à se demander si Hiro-Hito avait effectivement du pouvoir (la dégénérescence physique résultant des siècles d'endogamie accédait à la thèse de la « marionnette ») ou dans quelle mesure il fut responsable de la guerre (en tant qu'individu, il aurait dû au moins abdiquer après 1945).

L'internationalisme, première mesure contre le nationalisme

Jusqu'à présent, les Japonais se montrent majoritairement de fidèles sujets.

Face à ce nationalisme croissant, ouvert ou sournois, lancinant et empoisonnant, la solution la plus immédiate et la plus radicale est de développer un véritable internationalisme pour déboucher sur une prise de conscience et provoquer de véritables solidarités entre tous les dominés du monde.

Les anarchistes japonais, peu nombreux (la FAJ se reconstitue lentement, mais la section AIT scissionnée), ont une tâche difficile dans ce contexte. Mais il est évident que rien n'est possible s'ils ne dépassent pas les frontières physiques et mentales de leur archipel impérial et s'ils ne jouent pas la carte de l'internationalisme, à l'extérieur... et à l'intérieur (les incroyables difficultés d'information et de communication sur l'affaire Omori l'ont bien révélé, cf. *Monde libertaire* n° 632). Affaire de génération mais aussi de volonté.

Philippe PELLETIER
(le 9 janvier 1989)

Paris-Dakar (suite)

(Suite de la page 7)

Le soir est le temps du repos, le temps du bivouac où la caméra se faufile, où l'indigène est habilement surpris à béer d'admiration devant la technique occidentale. A cet instant, devant son téléviseur, le civilisé ouvre négligemment une canette : le pétilllement mousseux de la bière couvre la voix des Touaregs. « L'Afrique ! songez un peu ! » lance le téléviseur. Sur les écrans apparaissent des enfants au ventre ballonné, au sourire figé. De part et d'autre de l'écran, les ventres s'observent, se jugent, se reconnaissent enfin. Et ces enfants qui sourient obstinément dans le bourdonnement des mouches...

Au petit matin, les pots s'élançant à nouveau, infatigables, sous les yeux émerveillés des sauvages et des caméras : « La technique, songez un peu ! », semble dire le téléviseur. Sur les vestiges du bivouac, des formes s'agitent encore. Des enfants creusent, soulèvent, arrachent, à la recherche de quelques restes de nourriture. Des femmes traînent derrière elles des cartons et des toiles. En quelques heures, il ne subsiste plus la moindre trace du bivouac.

« Il faut apprendre le rallye à ces gens »

« Il faut apprendre le rallye à ces gens », rassure-t-on... « Elle avait dix ans. L'âge du Paris-Dakar. Un symbole à oublier. », expliquera le *Figaro* en trahissant un profond bouleversement émotionnel. Mais il est vrai que ces petits « sauvages » n'ont aucune conscience du danger. Devant les téléviseurs, la gêne tente de s'insinuer. A la surface de la bière, la mousse a disparu. Sur l'écran, l'euphorie continue. Le 21 janvier 1988, une femme (noire) et sa fille se laissent sottement faucher par un pot de crème multicolore. Dans le village perdu au milieu du désert, la voix implorante du pilote : « Je n'avais aucun moyen de les éviter. » Mais il arrive que ces fougues chevaliers détalent au plus vite, sitôt la poussière retombée autour des cadavres, par peur du lynchage. Un assureur du Paris-Dakar détient peut-être la solution (TF1, journal télévisé du 9 mars 1988) : il suffirait de prévenir les populations de l'arrivée des voitures. Il conclut sur ces mots sublimes : « Il faut apprendre le rallye à ces gens. » !

« Voir Jérusalem et mourir », affirmaient les croisés. Les aventuriers enrubbés du Paris-Dakar sont condamnés à ne rien voir d'autre que du sable. Quelquefois la mort, obstinée comme le sourire des enfants, les rejoint. Six, cette année. Vingt-deux, depuis la création du rallye. Mais si le yaourt tourne à l'aigre, les pots roulent toujours. Sous la photographie soignée d'un cadavre hollandais encore tiède, on exulte : « Les gladiateurs meurent dans le cirque infernal ! » (authentique). Mais il n'y a plus de rideau sur la scène. Ces chevaliers modernes, ne nous y trompons pas, ont été trahis. Victimes constantes de ces nouveaux marchands vénitiens, héritiers légitimes de ceux qui, déjà, détournèrent la quatrième croisade vers Constantinople. Mais les pourvoyeurs en sang frais du Paris-Dakar ne sont plus les Pierre l'Ermite brailleurs et fanatiques du passé. Plus efficaces, les écrans traquent désormais impitoyablement le gibier trop crédule. Une masse docile qui apporte argent et vitalité. Ces nouveaux petits porteurs n'encombreront pourtant pas longtemps l'impétueuse caravane. Ils disparaîtront dans les sables dès les premières étapes. Tel est le prix de notre présence. Car, le saviez-vous, la France, fille aînée de l'Eglise, est divorcée ! Il y a déjà plus de vingt-cinq ans en quittant le foyer qu'elle avait conquis par la force, la France a abandonné un fils : cet immense tas de sable que l'on nomme Sahara. Le Paris-Dakar ne serait-il pas ce droit de visite annuel qu'elle se serait elle-même octroyé comme une revanche sur les infidèles. Le spectacle fini, il ne reste plus qu'à se replier dans nos frontières.

Dans un appartement parisien, un ventre se soulève lentement devant l'écran maintenant parcouru de raies grisâtres. D'une pression du doigt, l'homme lassé change de chaîne...

EMMANUEL P.

